

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

DU JEUDI 20 DEC. 1973 N° 210
AU MARDI 2 JAN. 1974

Contre le chômage et les licenciements, contre le racisme et le fascisme

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS TOUS UNIS POUR L'ACTION !

A l'annonce de l'attentat fasciste contre le consulat d'Algérie à Marseille l'indignation a gagné les plus larges masses de notre peuple. Mais aujourd'hui l'indignation ne suffit plus. Ce n'est pas devant un acte isolé particulièrement odieux parce qu'il a frappé d'un coup plusieurs dizaines de travailleurs immigrés que l'on se trouve. Les assassinats de Marseille soigneusement accomplis avec la complicité directe de la police de Marcellin, font suite à la longue série des crimes encore impunis commis contre nos frères immigrés.

En trois ans, c'est près de 200 ouvriers qui ont été massacrés. Aucun des assassins n'a jusqu'ici été arrêté. Quand on sait les capacités des services du ministère de l'Intérieur à lutter contre la « subversion », à tout espionner, à tout enregistrer, à tout savoir le doute n'est pas permis : les responsables, les criminels nous les connaissons, ils dirigent les affaires du capital monopoliste, dans notre pays : qu'ils se lavent les mains après avoir laissé accomplir leur sale besogne par des nervis ne change rien à l'affaire et la classe ouvrière et les masses laborieuses ne se laisseront pas tromper par leurs larmes de crocodiles.

L'assassinat raciste de Marseille a fait franchir un seuil à la terreur fasciste qui s'exerce contre près du quart de la classe ouvrière de notre pays. En ce sens son importance ne doit pas être négligé dans le développement du processus de fascisation en cours dans notre pays.

Ce n'est pas un hasard si depuis 1968 les crimes racistes se sont multipliés. Sérieusement malmenée par les bouleversements révolutionnaires en cours tant sur le plan international qu'intérieur, la bourgeoisie est amenée à renforcer sa dictature : peu à peu le masque s'effrite et derrière la démocratie bourgeoise apparaît le visage hideux du fascisme ; le régime de Hitler, Mussolini, Franco, les colonels grecs, les gorilles brésiliens, la junte chilienne ne sont pas simplement des « monstruosités » de l'histoire, c'est la forme inéluctable qu'est amenée à prendre la dictature de la bourgeoisie pour s'opposer à la montée révolutionnaire.

Avoir conscience de ce processus loin d'être un facteur de démobilisation doit renforcer la détermination du prolétariat révolutionnaire : parce qu'en renforçant son appareil d'État, en perpétrant avec rage des crimes racistes la bourgeoisie monopoliste avoue sa faiblesse devant les masses et aussi parce que l'absurdité du « passage pacifique » propagée par les dirigeants



Conduite par l'ambassadeur d'Algérie en France, l'immense foule accompagne les corps jusqu'à l'aéroport de Marseille.

Nos frères, Mohamed Chouache, Ahmed Djebbar, Klebaili Guizout seront vengés !

révisionnistes devient chaque jour plus évidente.

Devant cette réalité les pleurnicheries des dirigeants révisionnistes ne servent à rien. Les marxistes-léninistes quant à eux travaillent à l'unité prolétarienne et populaire dans l'action. Unir la classe ouvrière, Français et immigrés pour riposter dans l'action à toute menée fasciste, voilà une attitude positive destinée à développer l'organisation et la confiance dans les forces populaires.

« L'Humanité rouge » lance un appel à tous les travailleurs avancés pour qu'ils s'attellent plus

que jamais à cette tâche. Pour détourner l'attention des travailleurs, pour masquer la vraie cause de la crise et du chômage, la bourgeoisie capitaliste a commencé à développer une campagne pour justifier les licenciements d'ouvriers immigrés. En frappant nos frères de classe c'est tout le prolétariat qu'elle vise.

**Unité plus que jamais Français et immigrés.
Contre le racisme et le fascisme,
Pour la révolution prolétarienne
Renforçons notre soutien internationaliste aux
peuples arabes !**

LUTTES OUVRIÈRES EN EUROPE

GRANDE-BRETAGNE :

Les ouvriers anglais ripostent énergiquement à « l'état d'urgence » et aux mesures de restriction mises en place par Heath, et surtout contre le blocage des salaires que Heath a imposé pour tenter de résoudre une grave crise économique et sociale (inflation, chômage de 2 millions d'hommes prévu pour 1974...).

— Depuis le 12 novembre, 160 000 mineurs anglais font la grève perlée (refus des heures supplémentaires), contribuant à gêner terriblement les patrons — 70 % de l'énergie vient du charbon en Grande-Bretagne, et le déficit occasionné par la grève est de 500 000 tonnes par semaine !

— Les techniciens de l'électricité ont engagé la grève du zèle ;
— Les cheminots refusent les heures supplémentaires et le travail du dimanche ;

— 80 000 ouvriers de la construction mécanique en Ecosse sont entrés en action contre une amende imposée à l'Union des ouvriers, au nom des « lois anti-syndicales ».



Début novembre, plusieurs centaines de milliers de travailleurs étaient en grève pour protester contre la très lourde amende infligée aux syndicats de la mécanique par le tribunal des relations industrielles. On se souvient que le tristement fameux « acte sur les relations industrielles », autrement appelé « loi carr » interdit à la classe ouvrière de se mettre en grève, d'elle-même, à sa seule initiative.

S'adressant aux milliers de travailleurs rassemblés à Tower Hill après une importante manifestation, Reg Birch, membre du Conseil exécutif des syndicats de la mécanique et président du Parti communiste de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste), devait déclarer :

« Les patrons appellent à l'aide leurs gouvernements capitalistes. Notez bien que je dis leurs gouvernements au pluriel car les travaillistes aussi bien que les conservateurs ont aidé avec zèle la classe des patrons à monter la législation anti-syndicale et anti-grève... c'est leur politique de prendre des mesures réactionnaires... c'est cela la guerre de classe. Nous aurons une loi de classe, notre loi. Ils essayent de nous imposer leur loi, mais nous les détruirons. Ils disent que nous luttons pour le pain, mais notre fin, c'est la fin de la classe des patrons.

Ce n'est pas d'une guerre de six jours qu'il s'agit. C'est une guerre bien plus longue et bien plus dure. Leurs attaques contre nous ne feront que renforcer notre unité. Nous devons faire comprendre à tous les travailleurs que nous sommes nous-mêmes notre seule force. »

ITALIE :

— Du 5 au 7 décembre, grève de 300 000 employés des compagnies d'assurance et des organisations de secours contrôlées par l'Etat ;

— Le 4 décembre, grève générale dans la province de Genova contre la hausse des prix et la situation faite au Sud.

ESPAGNE :

— Depuis un mois, grève des mineurs dans les Asturies ;
— Arrêts de travail à la Fasa Renault et marches de protestation contre les sanctions prises contre les grévistes à Valladolid.

Dernière minute

Condamnation unanime de l'acte terroriste de Rome et d'Athènes

Après l'acte terroriste commis à Rome et Athènes, les seuls représentants authentiques du peuple palestinien en ont dénoncé et condamné les auteurs. De tels actes nuisent à la juste cause du peuple

palestinien. Seuls ses ennemis se réjouissent de telles actions destinées à discréditer le combat de tout un peuple.

De plus amples commentaires la semaine prochaine...

AVORTEMENT

Les assassins de l'ordre

La presse à la solde de la réaction ne tarit pas d'éloges à leur égard. Dans cette ennuyeuse et délicate affaire d'avortement, MM. nos Députés ont vraiment été parfaits ! Avec beaucoup de tact, ils ont su trouver de grands mots, de belles phrases, exprimer des sentiments nobles et généreux. Bref, faire preuve de hauteur de vue pour dépassionnaliser ce fâcheux débat et évoquer ces histoires sordides et regrettables.

Certes, certains n'ont pas hésité à utiliser clairement le langage de l'odieuse association « Laissez-les-vivre » dont voici un échantillon édifiant :

« Il est moins indigne, pour un être humain, de mourir, même idiot, à la guerre que de passer sans désespérer de la nature à une poule d'hôpital !... »

Mais la plupart ont juré, la main sur le cœur, que la législation répressive de 1920 avait fait son temps et qu'il fallait en finir avec elle le plus rapidement possible. Après quoi, l'Assemblée a estimé nécessaire un nouveau délai de réflexion et a voté le renvoi de l'examen du projet de loi gouvernemental au printemps prochain ! Le tour est joué : l'affaire ayant été évoqué on espère bien avoir, du même coup désamorcé la colère des femmes de notre peuple par ce tour de passe-passe. Une colère qui ne manquait pas d'inquiéter puisqu'elle se traduit en actes quotidiens et ouverts de révolte contre une loi inique qui foule aux pieds la volonté, la santé et la vie des femmes. Et les experts de la bourgeoisie ne s'y trompent pas ; comme l'a déclaré l'un d'entre eux, conseiller d'Etat, au cours de ce débat :

« Si la loi est bafouée, c'est le début de la décomposition du corps social ! »

Pendant que les députés débattaient ainsi gravement, une jeune femme de vingt-trois ans mourait, vidée de son sang, à cause d'une sonde mal placée qu'elle s'était posée elle-même. Mariée, déjà mère d'un enfant de trois ans, qui sait, peut-être aurait-elle voulu ce nouvel enfant si la vie était moins rude, moins épuisante, moins incertaine que celle que le capitalisme impose aux femmes de notre peuple.

Une morte de plus dans la longue liste des victimes de la loi criminelle imposée par la bourgeoisie. D'après les statistiques même exposées par le Garde des Sceaux, c'est 150 autres femmes que l'Assemblée a envoyé ainsi à la mort avant de reprendre « sereinement » ce débat, au printemps prochain. Sans parler de toutes les autres, plus ou moins gravement blessées, mutilées dans leur chair et dans leur esprit.

Auraient-ils même votés dès aujourd'hui leur loi-bidon, que cette jeune femme serait morte quand même. Le projet de loi gouvernemental, en effet, n'autorise l'avortement qu'en cas « de viol, d'inceste, d'anomalie fœtale ou de troubles graves pour la santé de la femme enceinte ». 90 % des femmes qui ont recours à l'avortement n'entrent pas dans ces catégories.

C'est pourquoi, plus que jamais, la lutte doit se poursuivre et se développer pour arracher le droit à une maternité volontaire et non subie, pour imposer la suppression de la loi criminelle de 1920, le droit légitime à la contraception et à l'avortement libre et gratuit.

Un travailleur algérien nous écrit

En lisant chaque semaine le journal, en comparant votre journal avec « La Dépêche », « Paris-Match » ou le « Méridional » par exemple, tous ces journaux sont aussi loin de la réalité que l'Algérie de l'Amérique. Votre journal est le seul valable pour moi, c'est le seul qui dit la vérité. Je ne suis pas abonné, mais croyez-moi, je le regrette. Peut-être pensez-vous, pourquoi ne pas pouvoir s'abonner ? Mais ma situation familiale ne me le permet pas, car ça fait presque 2 ans que je ne travaille pas et je suis père de 9 enfants. J'ai eu 5 accidents du travail (2 à la tête, 1 à la colonne vertébrale, 1 au genou et 1 autre à l'épaule droite). Depuis 2 ans je suis entre les mains des médecins. Je suis resté un an à la Sécurité sociale et actuellement (depuis décembre 1972), je suis inscrit au chômage avec une solde de 630 F par mois et 9 enfants à charge. On est à la fin de l'année, avec le froid, mal habillés, les enfants à l'école sans manteau, Noël approche et je n'ose même pas sortir. Tout le monde achète des jouets pour leurs enfants, et moi, mes enfants, ils n'auront pas de Noël. Je suis en France depuis 25 ans et j'ai travaillé tout le temps. Depuis 2 ans que je suis accidenté, je souffre de douleurs,

de la misère, et surtout ce qui me fait souffrir le plus, c'est quand je vais dans les bureaux et qu'on me demande ma nationalité : quand je leur répond que je suis Algérien, c'est comme si je leur jetais du poivre dans les yeux. Certains me disent que je n'ai pas de droits. Est-ce qu'un Algérien n'a pas le droit de vivre comme les autres. Certains me disent : donnez-nous du pétrole, on vous donnera de l'argent. Ce qui me fait mal au cœur, et c'est pour cette raison que je vous écris, pour que vous l'écriviez dans votre journal, pour que les Français le comprennent : l'immigration arabe n'y est pour rien, et même s'ils ont fait quelque chose, c'est pour notre liberté.

Regardez Tixier Vignancourt, qui a été le défenseur des assassins des Algériens qui luttaient pour leur liberté, il est toujours avocat et défenseur de la bourgeoisie, il a conseillé de sanctionner les Arabes, ça veut dire qu'il soutient les attaques contre les Arabes dans les cafés, les cinémas, et partout où ils se trouvent. Il est toujours avocat et il prendra toujours la défense des assassins.

Vive la lutte des prolétaires !

Vive le marxisme-léninisme !

Un travailleur algérien.

Contre la vie chère les licenciements et le chômage

Organisons l'unité et l'action prolétariennes !

« Crise du pétrole » !, ces mots sont d'actualité. Partout, à longueur de journée, sur les ondes de l'O.R.T.F., dans la presse bourgeoise, une grande campagne est menée pour masquer la véritable crise. Sous le couvert de ces mots, — « crise du pétrole » —, la bourgeoisie monopoliste tente de cacher sa véritable crise, qui n'est rien d'autre que la *crise du capital*.

L'Etat, subordonné aux monopoles capitalistes, fait donner son orchestre. Et, en attendant, le chef d'orchestre Pompidou, le premier trompettiste Messmer s'époumonent au travers du petit écran pour faire « avaler les couleuvres » de la bourgeoisie aux Français. A bout de souffle, il va même jusqu'à demander aux travailleurs « de renoncer pour un temps à des revendications égoïstes... de faire passer l'intérêt général avant l'intérêt particulier ». Mais sur les profits capitalistes des cinq cents plus grandes firmes françaises qui ont doublé en cinq ans, pas un mot. Cela va de soi, sa classe c'est la classe de la bourgeoisie exploiteuse, de la minorité exploiteuse, de la dictature bourgeoise.

La devise de ces bourgeois, c'est *intérêt national, intérêt du capital*, et rien d'autre.

L'accordéoniste Giscard d'Estaing, le même soir du 5 décembre, a présenté le plan à court terme des monopoles. Cherchant de l'argent frais, il déclare : « Le pouvoir d'achat ne s'est presque jamais accru autant qu'en 1973 ». Le S.M.I.C. de misère à 5,43 F de l'heure au 1^{er} décembre en est un témoignage vivant. Et il annonce quelques mesures capitalistes affirmant que les tarifs publics ne seront pas relevés au cours du premier trimestre de 1974 à l'exception de ceux de l'énergie. Aussi facile que remarquable, « la crise du pétrole » permet bien des choses. Cela n'a pas entraîné, à partir du 16 décembre, augmentation du prix du gaz industriel de 5 %, hausse de 5 % pour le charbon à usage industriel (tout cela sera payé par les travailleurs, sans nul doute) et aussi hausse de 4 % sur le charbon à usage domestique.

Faut-il aussi dire que les hausses des prix intervenues sur l'ensemble des produits alimentaires de consommation courante, lait, pain, légumes frais et secs, fruits, viande, etc. sont la cause de la « crise du pétrole ».

Faut-il aussi rappeler que le VI^e plan prévoit « un écart de 275 000 à 375 000, soit environ 1,30 à 1,75 % de la population active, entre le nombre des personnes disponibles et celui des emplois offerts ». En langage prolétarien, cela signifie l'armée de réserve des sans-travail, l'armée de chômeurs.

Ces deux aspects, vie chère et chômage, ont aussi été évoqués le 5 décembre au soir. Messmer, tout en oubliant, peut-être volontairement, le VI^e plan des monopoles, est obligé de reconnaître : « En 1974, nous risquons d'avoir à nous battre contre un monstre à deux têtes ! une de ces têtes s'appelle le chômage et l'autre la vie chère ».

Mais la vérité, c'est que « ce monstre à deux têtes » n'en a qu'une seule, c'est le monstre capitaliste qui combat quotidiennement la classe ouvrière depuis plus d'un siècle pour ses intérêts immédiats de classe.

La classe ouvrière sait que les intérêts de classe de Messmer et compagnie sont inconciliables avec les intérêts de classe du prolétariat.

Cela est évident. En ce mois de décembre 1973, la classe ouvrière a un avant-goût de ce que sera l'année 1974. Le capitalisme exploiteur a l'intention que ce soit les travailleurs qui fassent les frais de la crise du capital. Déjà, dans la métallurgie, le textile, les patrons mettent en chômage des travailleurs. La direction Citroën a décidé de fermer ses usines du 21 décembre au 2 janvier, mettant en chômage 36 000 travailleurs. La direction Peugeot agit de même, du 21 décembre au 2 janvier. 40 000 travailleurs chômeront. Alpine à Dieppe, 540 travailleurs chômeront pendant cette même période. Ce sont aussi les 1 600 travailleurs de La Française de mécanique (filiale commune de Renault et Peugeot) à Douvin dans le Pas-de-Calais qui chômeront... Le patronat prétend qu'un certain nombre de jours chômés seront récupérés sur les congés payés 1974. Le patronat s'attaque à sa propre légalité sur les congés payés. La période légale de prise de congés va du 1^{er} mai au 31 octobre.

Travailleurs, ne permettons pas que l'on touche à nos droits acquis au prix d'une lutte acharnée.

Les patrons peuvent payer ces jours chômés ! qu'ils empiètent sur leurs profits et non sur nos congés payés.

Peugeot a réalisé des profits s'élevant à 1,8 million d'anciens francs par travailleur. Peugeot comme les autres exploiters peuvent payer !

Les buveurs de sang de Peugeot ont aussi décidé de s'en prendre aux travailleurs immigrés. C'est ainsi que 259 travailleurs yougoslaves ne verront pas leur contrat renouvelé au 1^{er} janvier 1974.

N'est-il pas vrai que les patrons ont de bons amis pour agir ainsi. Ministre et « partenaires sociaux » répondent présent. Pour le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Population, Georges Gorse, les travailleurs immigrés sont « les plus vulnérables au risque du chômage ». Et pour le « syndicaliste » « apolitique » André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, — cette organisation syndicale qui vit le jour avec les dollars de l'impérialisme américain —, ce commis de la bourgeoisie apporte clairement son soutien réactionnaire lorsqu'il déclare à l'égard des travailleurs immigrés : « Le chiffre actuel d'un million sept cent mille ne devrait désormais, et en aucun cas, être dépassé ». Cet ignoble individu, ce diviseur de la classe ouvrière s'en prend non pas au système capitaliste, mais à ceux qui créent les richesses de la nation.

Les travailleurs français et immigrés ne sont qu'une seule classe ouvrière, n'en déplaise aux capitalistes et à leur commis bourgeois, et sont nullement décidés à faire les frais de la crise du capital.

C'est au coude à coude, dans l'unité à la base et dans l'action que nous arracherons nos revendications.

Pas de salaire inférieur à 1300 F net par mois pour quarante heures par semaine !

A travail égal, salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés !

Non aux licenciements !

Non au chômage !

Dès maintenant, organisons l'action et l'unité prolétarienne dans les entreprises contre la vie chère, contre le chômage et pour nos revendications.

Luc DACIER.

Vaison-la-Romaine

Tecnomat, une « réussite » bâtie avec la sueur des ouvriers

La firme Tecnomat, entreprise de matériel agricole, parle toujours dans sa publicité des qualités de son président-directeur général et de sa « conscience des problèmes humains ». Regardons-y d'un peu plus près.

En 1952 le capital de la société était d'un demi million ; huit ans plus tard, il était passé à 10 millions, c'est-à-dire vingt fois plus. Après encore cinq ans, en 1965, le capital de Tecnomat était monté à 120 millions, et trois ans plus tard, en 1968, il faisait plus de 400 millions. En une quinzaine d'années le « génial » patron avait multiplié son argent par 2 000. D'où sort tout cet argent ? Comment un tel « miracle » est-il possible, si ce n'est en faisant suer ces millions aux ouvriers, en les faisant travailler comme des forcenés ?

Tecnomat à 2 usines en France : à Epernay, où on paye les plus bas salaires du département de la Marne ; et à Vaison-la-Romaine, où on paye les plus bas salaires du département du Vaucluse. Et ces salaires sont durement gagnés avec cadences infernales, ce qui n'empêche pas les ouvriers de se faire traiter à l'occasion de *bras cassés*. Et bien sûr, les pires ateliers sont ceux où il n'y a que des femmes, comme celui des appareils à dos. Voilà pour « l'aspect humanitaire ». Voyons maintenant « l'aspect social ».

Une autre façon de s'enrichir à la mode Tecnomat, c'est de profiter de la ruine des autres. En 1965, la société absorbe Vermorel, et jette en cet honneur 200 ouvriers sur le pavé. En 1969, elle englutit Agrimenta et Lachazette ; sur 150 ouvriers, elle en reclasse UN seul. Après ça, le comité d'entreprise peut toujours parler « d'expansion de l'emploi et des salaires » : ce qu'on pratique, c'est la compression. A Vaison, on vient de fermer l'atelier de mécano-soudure : 17 licenciements, plus 4 départs soit-disant volontaires. Et des licenciements qui ne respectent rien ni personne :

on n'a pas hésité à licencier des ouvriers qui étaient depuis vingt-sept ans dans l'usine, ou qui atteignaient presque l'âge de la retraite. Et le bruit court qu'il y a menace de fermeture en janvier : le patron a tout à gagner à tenter de faire vivre tout le monde dans la crainte.

Regardons enfin, sur l'exemple de l'année 1970, comment Tecnomat a pu trouver tant d'argent pour créer des filiales en Allemagne, en Italie, au Canada, au Brésil, et exporter dans 92 pays.

En 1970, les ouvriers de Tecnomat-France ont produit du matériel agricole pour une valeur totale sur le marché de 5 milliards (dont un et demi de ristournes au réseau commercial). Les matières premières, faux frais, amortissements, etc., représentaient moins de 2 milliards. Les ouvriers productifs de Tecnomat ont donc créé par leur travail une valeur de plus de 3 milliards.

Sur ces 3 milliards, fruits de leur travail, on leur a versé environ 400 millions sous forme de salaires et avantages sociaux (on ne compte pas les salaires des directeurs, cadres, maîtrise et autres improductifs). On voit que la différence entre ces 3 milliards créés par les travailleurs, et les 400 millions de salaires, c'est-à-dire la plus-value empochée par le capitalisme, représente 650 % de ce qui est payé aux travailleurs. Autrement dit, en une heure de travail un ouvrier de Tecnomat rembourse à peu près au patron son salaire de la journée ; le reste du temps, il travaille pour accroître le capital.

Voilà donc l'aspect humain et social du capitalisme : à Tecnomat comme ailleurs, on ne trouve qu'exploitation forcenée et sans scrupule des travailleurs, au profit d'une poignée de parasites. Ce n'est qu'en les éliminant, en supprimant ce régime de vampires, puis en s'unissant pour construire le Socialisme que la classe ouvrière au pouvoir imposera la dignité de tous les travailleurs.

Au mépris de la vie des ouvriers...

Il fait très froid. Le matin les ouvriers qui arrivent au vestiaire ont décidé de ne pas travailler et de se mettre aux intempéries. Ils ont été voir le chef de chantier pour lui expliquer. Le chef dit qu'il va transmettre au directeur des travaux car il est d'accord. Le chef explique au directeur qui sort de son bureau en courant et va engueuler les ouvriers : « Qui a dit qu'on ne travaillait pas aujourd'hui ? » « Si vous ne travaillez pas, je vous fous à la porte tout de suite. » « Pas question de se mettre aux intempéries, on est déjà en retard sur le travail. » Il fait du chantage pour diviser les ouvriers, comme d'habitude : « Les Portugais qui ne travaillent pas seront mis à la porte, et les Tunisiens qui ont un contrat, s'ils ne travaillent pas, on leur retirera leurs papiers. Il ne faut pas écouter les Algériens. »

Certains ouvriers ont repris le travail, d'autres sont partis. Bien sûr les ouvriers ont froid pour monter à 8 m sur les échafaudages, sans ceinture de sécurité, sans gants.

A 10 h un ouvrier glisse et tombe de 4 m. Il s'est ouvert le crâne et abimé le bras.

A 11 h 30, un autre ouvrier fait une chute. Le chef de chantier va

voir le directeur de travaux et lui dit qu'il n'est pas possible de travailler, surtout sans gants car les tubes sont gelés et glissants. Le directeur répondit : « Mais tu t'en fous, toi tu n'as pas besoin de monter, reste en bas pour commander, t'es payé pour ça. » Le chef (qui est aussi un travailleur immigré) : « Non ça ne m'intéresse pas ce travail ». Il sort en colère et fait descendre tous les ouvriers des échafaudages et dit : « Pour moi, Marocains, Tunisiens, Algériens, Espagnols, c'est pareil. Si vous n'avez pas de ceinture et de gants, il faut refuser de monter sur les échafaudages. » Les ouvriers l'ont écouté et ne sont pas montés.
Mardi 4 décembre :

Les 5 ouvriers, qui n'ont pas travaillé lundi, sont arrivés mardi matin comme d'habitude. A 8 h 30, le directeur des travaux arrive : « Je ne veux pas que ces ouvriers retravaillent sur mon chantier, ils foutent la merde dans l'équipe. Vous n'avez qu'à aller chez Boumédiène et crever de faim. »

Les 5 gars sont partis.
Quant aux autres travailleurs, ils ne seront pas licenciés.

Correspondant H. R.

CIMENTERIES :

Riposte aux grandes manœuvres du patronat

Depuis que les ouvriers cimentiers ont engagé leur lutte contre les trusts super-exploiteurs du ciment, la tension monte dans le bâtiment et les travaux publics :

— chômage technique pour les travailleurs du bâtiment, licenciements...
— marché noir du ciment, manifestations, démarches auprès des pouvoirs publics de nombreux patrons du bâtiment, dépôts de bilan...

UN JUSTE COMBAT
DES OUVRIERS CIMENTIERS

Depuis la mi-novembre nos camarades des cimenteries sont en grève et occupent leurs usines.

Tout le monde connaît les dures conditions de travail (poussière, maladies, silicose, gale du ciment, brûlures...)

Contre les gros trusts du ciment qui font des profits fabuleux sur leur dos — Lafarge : 10 milliards d'A.F. de bénéfice net en 1972 (16^e plus gros profit de toutes les entreprises françaises toutes catégories !); Société des Ciments français : 3,3 milliards d'A.F. de bénéfice en 1972 — qui extorquent par an plus de 500 000 A.F. de profit par « employé », les gars du ciment réclament leurs justes et légitimes revendications :

— pas de salaire inférieur à 1 400 F net et grille unique des salaires ;
— droit à une retraite décente à 60 ans ;
— amélioration des conditions et réduction du temps de travail ;
— droit syndical.

LES GRANDES MANŒUVRES
DES TRUSTS

Il est évident que les trusts du ciment peuvent payer. Mais depuis plusieurs semaines ils affichent toujours la même intransigeance et refusent de céder. Eux seuls portent la responsabilité de l'aggravation de la situation.

Il ne fait aucun doute que cette attitude correspond à un double objectif :

— isoler les ouvriers du ciment, en leur mettant tout le monde à dos pour les obliger à reprendre sans rien ;

— en alliance avec les plus grands requins du bâtiment et les banques, précipiter la crise du bâtiment pour accélérer à leur profit la concentration dans cette industrie et pour faire disparaître et absorber les petites et moyennes entreprises.

Cette bataille entre capitalistes a déjà entraîné la faillite de plusieurs entreprises, des fermetures et provoqué les manifestations et les démarches nombreuses des patrons menacés par le paiement des échéances, accablés par la pénurie du ciment.

Les gros trusts qui profitent de la situation, préparent aussi l'extension considérable du chômage et la pression sinon le blocage des salaires pour l'année prochaine, dans le cadre de la grande crise économique qui s'annonce.

CLASSE CONTRE CLASSE
CONTRE LE PATRONAT !

Les capitalistes du ciment par leur

intransigeance, espèrent diviser la classe ouvrière en dressant les ouvriers du bâtiment contre leurs camarades des cimenteries, en faisant traîner les négociations en longueur, d'espoir en déception, ils s'efforcent de saper la solidarité !

Par ailleurs on assiste déjà aux tentatives de mobilisation de leurs ouvriers par les petits et moyens patrons menacés pour la défense de leurs propres intérêts (comme cela s'est déjà passé vendredi dernier à Toulouse !).

Tout ce bon monde qui s'entredéchire pour préserver leurs profits espère faire supporter aux travailleurs les licenciements et les bas salaires !...

Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette empoignade entre exploités, ils n'ont pas à faire les frais de la crise !

Face aux jours sombres qui s'annoncent,

— refusons le chômage technique qui permet tout juste d'avoir le SMIG, exigeons le paiement intégral des salaires pendant l'arrêt des travaux ;

— poursuivons et développons notre combat contre la vie chère et les licenciements, pour nos justes revendications ;

— solidarité totale avec nos camarades du ciment.

UN POUR TOUS, TOUS POUR UN !
CLASSE CONTRE CLASSE !

Dans nos syndicats et sur les chantiers, organisons la solidarité, refusons la misère du chômage technique.

Correspondant H. R.

METZ :

Les ouvriers de « Claas » en grève

« Claas » est une usine de construction de machines agricoles, située dans la zone industrielle de Metz. Elle compte à peu près 600 ouvriers. D'importantes luttes y ont déjà eu lieu avec occupation d'usines, séquestrations de cadres répressifs...

Imposer des négociations
au grand jour

Mercredi 5 décembre, après le casse-croûte de midi, la chaîne se met en grève pour deux revendications : réintégration définitive d'un délégué combatif que la maîtrise avait déplacé de son stand ; 100 F d'augmentation pour tous et par mois.

Le directeur arrive aussitôt et, avec le chef d'atelier, essaye d'entraîner deux délégués dans un bureau pour discuter. Refus catégorique des travailleurs, qui exigent que les négociations se déroulent en leur présence, au milieu de l'atelier.

La première revendication est rapidement arrachée : le délégué est définitivement réintégré à son poste. Quant aux 100 F, la direction est catégorique, il n'en est pas question, les salaires étant pratiquement bloqués jusqu'au mois de mars. La réponse des ouvriers elle aussi est catégorique : « Pas de sous, pas de machines ! ».

La fin de la journée passe à discuter des revendications et des formes de lutte à adopter pour les arracher.

Gagner à la lutte les hésitants

Le jeudi 6, dès l'arrivée des bus à 7 heures, des prises de paroles sont faites à l'entrée des vestiaires pour appeler à la grève. Seul un petit nombre va travailler.

Trois occupations vont prendre toute la journée :

— D'abord les grévistes vont défiler dans l'usine pour convaincre ceux qui travaillent d'arrêter. Cette méthode se révèle si efficace que le

lendemain, le *Republicain lorrain* annonce 90 % de grévistes dans l'usine.

— Ensuite une assemblée générale des grévistes a lieu pour élaborer le cahier de revendications, qui comprend, notamment :

● Augmentation générale des salaires de 100 F net minimum pour tous ;

● Tout O.S.1 faisant un travail d'O.S.2 doit passer O.S.2 ;

● Diminution de certains chronos très difficiles à réaliser.

— A 15 heures, une cinquantaine d'ouvriers de la boîte participent à la manifestation en ville à l'appel des centrales syndicales. Mais très rapidement leurs slogans se différencient de ceux des organisations qui prétendent défendre les intérêts de la classe ouvrière : « une seule solution, la révolution ! », « Unité des travailleurs », « S.M.I.G. à 1 500 F », « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », « Mort au capitalisme »... L'enthousiasme et l'ardeur des ouvriers étaient tels que beaucoup d'entre eux étaient enroutés le lendemain !

Le vendredi 7, une assemblée générale a lieu à 7 heures. Après une lutte, parfois très violente, entre plusieurs tendances, au cours de laquelle les représentants C.G.T. furent complètement démasqués par les travailleurs, la continuation de la grève est décidée par les travailleurs présents, ce qui représente à peu près 65 % du personnel. En ce qui concerne les formes de lutte à adopter, trois tendances s'opposent : la grève du rendement préconisée par la C.G.T., la grève tournante préconisée par certains délégués C.F.D.T. et la grève illimitée réclamée par la grande majorité des travailleurs présents et par certains délégués C.F.D.T. Toute la journée la discussion portera sur cela.

Un comité de grève est constitué

avec 5 délégués C.F.D.T., 2 délégués C.G.T. et 2 ouvriers pour la réunion avec la direction.

Le P.-D. G. après un refus catégorique, puis un chantage à la reprise du travail, est obligé devant la détermination des grévistes, d'accepter de venir lundi. Une preuve de plus que seule la lutte paie.

Après le compte rendu de la réunion à l'Assemblée des grévistes, une nouvelle lutte a lieu pour décider de ce qu'il faut faire. Encore une fois, la C.G.T. se fait complètement démasquer : lors du vote, un délégué C.G.T. sera le seul à voter pour la reprise immédiate du travail. Quant aux travailleurs, ils décident de continuer la lutte jusqu'à la prochaine réponse du patron et de durcir la grève au cas où cette réponse serait négative.

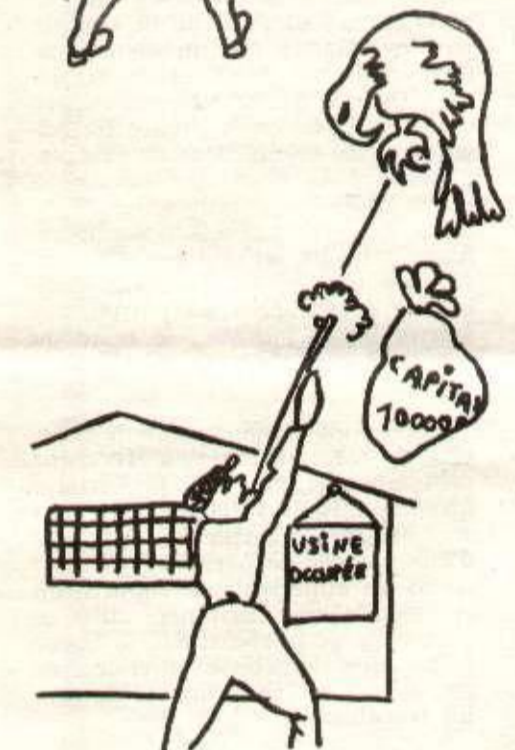
Plus que jamais décidés à vaincre, les grévistes de Claas savent que seule la lutte classe ouvrière contre classe capitaliste est efficace !

Un ouvrier communiste
marxiste-léniniste.

Commandez

QUE SIGNIFIE
CLASSE CONTRE
CLASSE ?

Prix : 0,50 F (port en sus)



CERISAY :

L'usine de confection Sèvres-Vendée, de Cerisay est à peine sortie d'une longue grève de trois mois que déjà la direction cherche à régler ses comptes.

Une partie des ouvrières ont continué à produire des chemisiers dans un atelier sauvage, prenant exemple sur Lip, jusqu'à la réintégration de la déléguée C.F.D.T. licenciée. Dans un communiqué, l'U.D.-C.F.D.T. déclare : « Dès la reprise du travail la direction de l'usine n'appliquait pas l'accord conclu : contrairement au point 8, plusieurs grévistes ne retrouvaient pas leur ancien emploi. Contrairement au point 6, des sanctions étaient prises à l'encontre des anciennes grévistes : douze mises à pied en vingt-quatre heures, des lettres d'avertissement qui ne se comptent plus. » Le rendement a plus que quadruplé depuis la reprise du travail : ainsi une ouvrière qui faisait 90 pièces le premier jour de la reprise doit en faire maintenant 420, une autre qui en faisait 60 en fait 390. Aussi, la direction a-t-elle annoncé le 5 décembre le licenciement de 21 salariés, tous anciens grévistes, et la mise à pied, avant licenciement, de 5 délégués pour « insuffisance de rendement ». En même temps, une section bidon F.O. contrôlée par la C.F.T. vient d'être créée dans l'entreprise.

NON AUX LICENCIEMENTS !
SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE
CERISAY !

LIP

Le colloque de Besançon sous le signe de la lutte classe contre classe

Avant d'examiner les enseignements de ce colloque national sur l'emploi des 7, 8 et 9 décembre derniers, il faut rappeler que cette réunion est une initiative des travailleurs de Lip, publiée le 9 novembre et déjà envisagée au lendemain de la Marche sur Besançon du 29 septembre (voir « Lip-Unité » n° 12 du 23 octobre).

— Et de fait le programme du colloque permettait réellement d'en faire un soutien concret et un prolongement à la lutte des Lip. Qu'on en juge :

1) Commissions d'études sur : fermetures d'entreprises, mouvements partiels d'emplois, crises sectorielles, crises régionales, bataille sur le statut des travailleurs.

2) Synthèse autour d'une table ronde puis au cours d'une assemblée générale.

3) Commissions sur des thèmes spécialisés : restructurations industrielle et politique de l'Etat, école et formation permanente, emploi et santé, conditions de vie, droit et justice.

4) Assemblée générale de synthèse et de clôture.

L'expérience des commissions a ainsi permis à de nombreux militants de confronter leur pratique dans la lutte pour l'emploi : des exemples particuliers de Lebocey à Troyes, du C.E.A., de Puech à Albi, de Salamander à Romans, de Duceux à St-Dié, de Roc à Autun, de Kelton à Besançon, de Larousse et de Lip, s'est dégagée l'orientation générale de la ligne à suivre : **pas un seul licenciement.**

C'est là un premier enseignement : le colloque s'est prononcé clairement pour une ligne syndicale offensive sur la question de l'emploi.

Une autre commission où il a été débattu du rôle de l'Etat dans les restructurations industrielles a permis la confrontation de l'expérience des travailleurs des grands secteurs publics (P.T.T., E.D.F., O.R.T.F., S.N.C.F.), que le gouvernement des monopoles démantèle (ou va démanteler) et de ceux du secteur privé en proie à la concentration monopoliste. Ce groupe de discussion a fait ressortir clairement la tactique générale de l'Etat capitaliste, subordonné aux monopoles, pour parvenir à leurs fins : extrême division catégorielle des travailleurs en « intérimaires », « hors-statuts », « non-titulaires », « auxi-



liaires », « occasionnels », « cachetiers », etc. la tactique du « diviser pour régner » est toujours d'actualité. Cette division des travailleurs par l'Etat se manifeste aussi dans la formation professionnelle, les rémunérations, les primes, dont le fonctionnement est régi par l'idéologie de la classe au pouvoir.

Un autre point de cette tactique générale, souligné par un délégué de Lip, c'est le « camouflage » pratiqué par l'Etat : celui-ci tente d'abord de se faire passer pour « neutre », « au-dessus des partis et des classes », comme « arbitre », alors qu'il est en fait l'instrument des trusts, ensuite il évite soigneusement d'attaquer sur plusieurs fronts en même temps, les travailleurs n'ayant pas ainsi qu'un point de vue localiste et individuel. Mais cette dernière tactique de la bourgeoisie n'est pas infaillible. D'une part sa crise généralisée l'oblige à mener une attaque générale contre la classe ouvrière, d'autre part les travailleurs de chez Lip l'ont prouvé en neuf mois d'une lutte dont la popularisation a été (et sera encore) un élément fondamental. Et c'est parce qu'ils ont compris cela que les travailleurs présents au Colloque ont souscrit unanimement à la création d'un Comité de Coordination des Entreprises en Lutte. La popularisation des luttes y est soutenue, renforcée, par la jonction des luttes, non seule-

ment par l'agitation-propagande mais aussi en ce qui concerne les mots d'ordre. C'est là un autre enseignement du Colloque où il n'y a pas eu que des discussions mais aussi des décisions pratiques.

Le premier travail de ce Comité (organisé par la C.F.D.T. seule pour le moment) est de populariser en commun la lutte des travailleurs de Lip, Institut Pasteur, O.R.T.F. Cerisay, (Larousse était prévu, mais on sait que la C.G.T. y a remporté, comme elle dit, une « victoire »). Ont donc été décidées : la participation de toutes les entreprises à chacune des manifestations d'une des entreprises, la création d'un sigle commun, l'édition d'affiches et de cartes de vœux de fin d'année (1). L'unité des travailleurs de ces entreprises se forgeant ainsi à la base, dans l'action, sur des revendications communes : non au démantèlement ! Pas de licenciement ! Défense du droit syndical ! Maintien des avantages acquis !

Pour les Lip c'est une victoire, le résultat de leur patient travail d'explication et de popularisation

(1) Commandes de cartes à Marcelle Tournier, U.L. C.F.D.T., 3 rue Champrond, 25000 BESANÇON, C.C.P. « Marcelle Tournier - 1664 32 DIJON ». Prix : 1 F la carte, payables à la commande.

Bordeaux-Pessac

LA S.I.C.M.A. PEUT PAYER !

Depuis le mardi 4 décembre 1973 à 14 heures, les travailleurs de la Société S.I.C.M.A. sont en grève pour les revendications suivantes :

- augmentation horaire uniforme de 60 centimes ;
- le 13^e mois pour tous ;
- de meilleures conditions de travail.

Cette entreprise de fabrication de brûleurs à mazout, située dans la zone industrielle de Pessac — avenue de Broglie — occupe 150 salariés environ, en grande partie des jeunes.

D'après les revues capitalistes spécialisées, cette entreprise, en détenant la majorité à la Société générale des Brûleurs et en rachetant la Société Foyers-turbine a « créé un groupe de première importance tant sur le marché français qu'europpéen ».

Les revendications en cause n'ont rien de démagogiques, notamment celles se rapportant aux salaires, qui sont parmi les plus bas de la métallurgie girondine. Qu'on en juge :

- un O.S. 2 gagne de 1 040 F à 1 165 F bruts par mois (base 40 heures) suivant les échelons ;
- un O.P. 1 gagne de 1 165 F à 1 272 F bruts par mois ;
- un O.P. 3 gagne 1 400 F bruts par mois.

Il est à remarquer que la plus grande partie du personnel se situe dans les catégories O.S. 2 et P. 1 (les jeunes pour la plupart).

La direction refuse énergiquement de recevoir les délégués.

Si les travailleurs sont en grève, c'est qu'ils y ont été contraints par son attitude intransigeante. Depuis plusieurs mois des revendications ont été déposées, elles ont été toujours repoussées aux « calendes grecques », ce qui faisait penser à cette direction qu'elle n'avait pas de gros problèmes revendicatifs. Mais à force de tirer sur la corde elle se casse.

Sentant venir l'orage, la direction a essayé de l'éviter en accordant royalement 2 % !...

Les salaires sont les plus bas de la métallurgie girondine et ce n'est pas les 2 % offerts par la direction qui viendront pallier à la hausse du coût de la vie. Nous ne voulons pas de cette aumône ridicule.

LA DIRECTION PEUT PAYER, ELLE DOIT PAYER

Pour preuve : les profits et bénéfices — chiffres officiels — pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1972, se sont montés à 87 375 000 AF, soit près de 600 000 par travailleurs.

Les profits des patrons montent, mais les salaires sont submergés par la hausse des prix.

Signalons que la fédération C.G.T. des métaux qui a tiré le tract popularisant la lutte des travailleurs s'est permis de le modifier sans leur autorisation. Le tout en a été « adouci », « modéré » et quelques couplets défaitistes y ont été introduits à la fin. Certains des travailleurs de S.I.C.M.A., au début, n'ont même pas reconnu leur tract !

La lutte se poursuit dans l'unité à la base depuis une semaine tous les travailleurs sont mobilisés : 145 grévistes sur 150 ouvriers. La grève est active, les délégués sont uniquement au service et à la coordination des activités multiples prises en main par les grévistes eux-mêmes. Des assemblées générales ont lieu matin et soir pour faire le point et préparer la continuation de la lutte.

Les travailleurs, après une semaine de grève, ont obtenu :

- le 13^e mois ;
- 30 centimes d'augmentation.

Les travailleurs de la SICMA ont repris le travail dans l'unité et avec la volonté ferme de ne pas en rester sur cette première victoire.

Des négociations salariales doivent avoir lieu en février ; les travailleurs s'y préparent, sachant qu'un rapport de force correct est indispensable pour faire aboutir leurs revendications.

Plan Charbonnel : premières réactions des Lip

TIRER PROFIT DES CONTRADICTIONS QUI EXISTENT CHEZ NOS ENNEMIS

Des précisions ont été apportées sur la prétendue « table ronde » convoquée par le ministre Charbonnel, demain matin à 10 heures, à Paris sur l'affaire Lip.

La veille de cette prétendue « table ronde », nous ne savons pas qui y participera du point de vue des industriels, des financiers, du C.N.P.F. Nous savons seulement que les représentants des Fédérations de la Métallurgie C.G.T., C.F.D.T. et C.G.C. ont été convoqués au ministère.

Ce sera la première fois — depuis les huit mois que durent le conflit Lip — que les représentants de nos syndicats seront reçus par le ministre dont dépend la solution du conflit !

A l'heure actuelle, dans l'ignorance où nous sommes sur cette réunion, c'est l'un des aspects positifs que nous maîtrisons.

L'autre aspect positif, malgré tout, c'est que Charbonnel ait été

obligé d'accepter le principe d'une « table ronde » et de laisser entendre que la réunion de demain pourrait être cette « table ronde ».

C'est le résultat de notre détermination à poursuivre la lutte ces deux derniers mois, malgré la déclaration fracassante de Messmer : « Lip, c'est fini ».

La poursuite de notre lutte, la montée du mécontentement populaire dans tout le pays, le développement de nombreuses autres luttes, provoquent des contradictions, des divisions à l'intérieur même des milieux gouvernementaux et patronaux.

Il y a ceux qui cherchent à résoudre les conflits par la manière forte. Il y a ceux qui cherchent à résoudre les conflits sociaux par la « concertation ».

Même si nous n'avons aucune illusion sur la possibilité d'aménager la société capitaliste, de la « réformer » valablement, nous avons inté-

rêt à essayer de tirer profit des contradictions et divisions qui existent dans les milieux patronaux et gouvernementaux.

C'est dans cette intention que nous cherchons à faire éclater toute la vérité sur le blocage du projet industriel global pour Lip, qui existe et qui assurerait un emploi pour tous dans une entreprise non démantelée.

De toutes façons, nous n'allons pas attendre passivement cette « table ronde » ou tout autre élément de cette nature. Nous savons que la solution dépend en définitive des efforts quotidiens et collectifs que nous faisons pour faire aboutir nos revendications. Depuis quarante-huit heures un élan nouveau est donné par la réorganisation et le renforcement de nos commissions

Extraits de Lip-Unité.
13 décembre 1973.

CONTRE LA FASCISATION ET LES FASCISTES...

L'inquiétude, telle est sans doute aujourd'hui le sentiment le plus répandu dans notre pays. Inquiétude de la bourgeoisie devant la crise économique et politique du système capitaliste. Mais aussi inquiétude des travailleurs et de l'opinion populaire. De quoi demain sera fait ? Telle est l'interrogation qui habite les têtes.

A cette inquiétude il y a de multiples raisons. Et en particulier ce qu'on appelle « l'affaire du Canard enchaîné », mais aussi les récentes déclarations hystériques de Marcellin, les attentats racistes, l'agitation des groupes fascistes. Autant de faits qui, ces derniers temps, ont agi à la façon de révélateurs. Ils ont mis en lumière la réalité de la fascisation de l'Etat.

L'affaire des micros d'abord.

Elle a démontré l'ampleur de l'espionnage politique dans notre pays. L'espionnage sous diverses formes est aujourd'hui une pratique généralisée. Certes, tous les gouvernements bourgeois ont recouru à l'espionnage y compris les gouvernements socialistes (Mitterrand et Guy Mollet en savent quelque chose) ; toutes les fractions de la bourgeoisie sont d'accord pour espionner le prolétariat et ses organisations.

Mais jamais l'espionnage n'avait pris de telles proportions, un tel caractère systématique.

Fais important et caractéristique, il est pratiqué en violation totale de la légalité bourgeoise elle-même. Cette dernière l'autorise envers les organisations et individus qui mettent en cause la « sûreté de l'Etat ». Or il est pratiqué à l'encontre de tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, critiquent ou ont critiqué certains aspects de la politique du gouvernement. Y compris à l'égard de certains membres actuels du gouvernement.

Ce fait témoigne de façon éloquente de l'intensité des contradictions qui régissent au sein de la « majorité », comme il est convenu de l'appeler. Cela traduit la faiblesse profonde du pouvoir actuel, réduit à recourir à l'espionnage envers ses propres alliés pour connaître le fond de leur pensée.

Et ces contradictions ne cessent de prendre un

tourment plus violent. C'est ainsi par exemple que « Le Parisien libéré » (connu pour la publicité qu'il fait aux C.D.R.) déclarait dans son édition du samedi 15 décembre, à propos du vote sur la question de l'avortement :

« Les observateurs qui disent que le sursaut de bon sens et de prise de conscience a saisi la majorité de la majorité ne se trompent pas en ajoutant qu'en se faisant battre par ses propres troupes, enfin réveillées, Valéry Giscard-d'Estaing, républicain indépendant (qui se voulait l'héritier de la tradition modérée de la France, en trahissant celle-ci) a sans doute aujourd'hui, et définitivement, scellé son propre tombeau. »

Et de son côté « Le Point » (dont on connaît les liens avec Chaban, par trust Hachette interposé, annonce à la une de son édition du lundi 17 décembre : « Messmer doit partir ».

Ce sont là autant de déclarations de guerre, une guerre entre exploités qui voient venir « une forte tempête » selon l'expression du « Point ». Et l'affaire du « Canard » est une arme dans cette guerre.

Second fait ayant joué un rôle de révélateur : les hurlements de Marcellin.

Des hurlements à l'image de la faiblesse du pouvoir. Incapable de nier la réalité de l'espionnage politique, Marcellin a laissé entendre tout ce dont il est capable. Il est le type même de ces éléments fascistes qui détiennent des postes-clés et qui ne reculeront devant aucun crime pour tenter de résoudre la crise du capitalisme. Cela, nous le savions depuis longtemps déjà et le passé de Kollabo de ce Marcellin aurait suffi à nous convaincre ; mais jamais il ne s'était laissé aller à un tel déchaînement, à de telles menaces. Et cela, dans le lieu même qui symbolise la démocratie bourgeoise : le Parlement. Encore une fois cela est le reflet de la gravité de la crise du pouvoir.

Marcellin n'est pas sans faire penser à ces bêtes blessées qui en deviennent furieuses et plus que jamais dangereuses :

« Vous voulez me démolir, vous ne m'épargnez pas ; je ne vous épargnerai pas non plus. Tant

que je serai au poste qui est le mien, je lutterai. Ma personne n'a aucune espèce d'importance mais j'ai un idéal : la France. Et l'Etat est l'instrument de la France. Je défendrai la France et l'Etat. Si vous ne m'estimiez pas de taille à lutter pour l'ordre public, contre toutes les formes de subversion, vous ne m'attaqueriez pas d'ailleurs avec autant de force. Nous, la majorité, le gouvernement, le ministre de l'Intérieur ! Oui, nous sommes de taille à lutter. Nous gagnerons. Vous ne m'aurez pas ! Je continuerai à lutter avec ténacité sans me lasser, sans me laisser intimider et je ferai que la sécurité de l'Etat soit assurée ! »

« Je ne vous épargnerai pas » : Voilà une menace claire et nette. Et il n'est sans doute pas inutile de noter que ces cris ont été très largement applaudis par les députés de la « majorité ».

Troisième fait : les attentats et crimes racistes et en particulier ceux de Marseille. Ces crimes s'inscrivent dans une campagne raciste et fasciste entreprise depuis le mois de juin dernier. Et ce n'est pas un hasard si Marseille en a été le lieu. Souvenons-nous de ce déchaînement du racisme qu'il y eut en plein mois d'août et des crimes qui suivirent.

Enfin, et ce n'est pas sans rapport avec ce que nous venons d'écrire, il y a l'agitation du groupe fasciste « Faire-Front », nouvelle version d'Ordre nouveau, qui prétendait d'abord tenir un meeting le 19 décembre pour faire l'apologie de la terreur fasciste au Chili et appeler au terrorisme contre les travailleurs immigrés, et qui ensuite a voulu le transformer en manifestation le même jour. Devant la mobilisation antifasciste, le pouvoir a dû reculer et l'a interdit.

C'est là une victoire. Mais il ne faudrait pas pour autant relâcher la vigilance et la mobilisation car plus que jamais le racisme se fait dangereux et criminel. Il faut le combattre, le frapper, pour que la bête meure.

Il faut que l'inquiétude des travailleurs se transforme en lutte contre la fascisation. L'heure est au combat.

André COLÈRE

MEETING ET MANIFESTATION DE « FAIRE FRONT » INTERDITS A RENNES ET A PARIS LA LUTTE A PAYÉ LE POUVOIR A RECALÉ

Ce qu'ils dirent...

...Ce qu'ils disent

Après les assassinats de Marseille, de Pampidou, de « Faire front » tous jouent les indignés et versent des larmes de crocodiles. Tous cherchent à dégager leurs responsabilités, à se laver les mains en chœur. Mais tous ont du sang sur les mains, car tous ont leur part de responsabilité dans les assassinats de Marseille.

Le raciste Domenech écrit dans « Le Méridional » : « Les Marseillais... ne permettront pas qu'une poignée de triblions haineux ou de provocateurs sans scrupules versent le sang pour semer le racisme dans une région qui ne l'a jamais connu... ». Le racisme, en un mot, ça n'existerait pas. Et c'est ce même Domenech qui en août écrivait : « Nous en avons assez de cette immigration sauvage qui amène dans notre pays toute une racaille venue d'Outre-Méditerranée... ».

Les racistes de « Faire front » nient toutes responsabilités eux aussi, eux qui appellent constamment au racisme et voulaient le faire une fois encore le 19 décembre.

Sanguinetti, secrétaire général de l'UDR, déclare : « L'UDR affirme qu'aucune conviction, quelle qu'elle soit, ne peut justifier un tel crime... ». Il y a quelque temps le secrétaire fédéral de l'UDR des Bouches-du-Rhône appelait à une

campagne de répression envers les travailleurs immigrés.

Pompidou, pour sa part, déclare dans une lettre à Boumediène : « Je tiens à vous dire mon émotion et les sentiments d'indignation que j'éprouve contre un tel acte. »

Mais ne déclarait-il pas après les événements du mois d'août que « parler du racisme, c'est le créer » et que « de racisme il n'y en a pas ». Il a ainsi en fait couvert la campagne raciste. Et qu'a fait le pouvoir pour que les auteurs des divers crimes racistes soient retrouvés ? Rien ! Ils courent toujours.

Quant au préfet de police de Marseille il devait dire après les assassinats : « Je suis certain qu'il ne s'agit pas d'un attentat raciste. » L'agence Algérie-Press service devait lui répondre comme il convient : « Un préfet de police qui ne protège pas une chancellerie, qui se contente d'affirmer que " l'attentat n'est pas raciste " et qui profère des menaces à peine voilées contre ceux que l'on assassine en toute quiétude est plus qu'un irresponsable. Il se transforme en complice. »

TOUS SONT RESPONSABLES, tous auront un jour ou l'autre à rendre compte devant la classe ouvrière, devant les travailleurs immigrés et français.

ment de preuves existent pour pouvoir l'affirmer. Ce qu'il y a en réalité derrière « Faire Front » c'est l'Etat fascisant et lorsqu'on s'oppose à une initiative de ce groupuscule fasciste c'est en réalité au pouvoir fascisant que l'on s'oppose. Et d'ailleurs, l'expérience a prouvé, et le 21 juin en a été la dernière preuve, que lorsqu'on voulait s'opposer aux fascistes c'était les flics de Marcellin que l'on rencontrait. C'est pourquoi l'on peut dire que l'interdiction de la manifestation fasciste du 19 décembre est une victoire sur l'Etat fascisant. C'est là le premier point. Le deuxième, c'est que les fascistes n'en restent pas en paroles aux appels racistes, ils les mettent aussi en pratique.

Ce n'est pas un hasard si le meeting fasciste du 21 juin a été suivi

Écoutes téléphoniques, micros... ESPIONNAGE POLITIQUE EN GRAND

L'affaire du Canard enchaîné a révélé au grand jour une pratique de l'espionnage politique : la pose de micros dans les locaux d'organisations, de journaux (le directeur du Parisien libéré devait quant à lui déclarer qu'il trouvait cela parfaitement normal), mais aussi dans des domiciles privés y compris de certains membres du gouvernement.

A ce système d'espionnage s'ajoute celui des écoutes téléphoniques. Il y a quelques mois de nouveaux locaux ont été inaugurés au siège du « Groupe interministériel de contrôle » (le G.I.C.), situé avenue de Tourville à Paris.

C'est là que sont opérées les écoutes téléphoniques. Chaque jour des dizaines de milliers de conver-

sations téléphoniques y sont enregistrées.

Le G.I.C. est placé sous contrôle de l'armée et est dirigé par le général Caillaud.

Triés sur le volet, ceux qui écoutent, sont de plus surveillés par un système de micros et de caméras. On en comprend les raisons !

Les demandes d'écoutes proviennent pour l'essentiel du ministre de l'Intérieur, du ministère des Armées, de l'Élysée et de Matignon.

Chaque jour, une synthèse des écoutes est effectuée et transmise à l'hôtel Matignon et à l'Élysée.

Ces écoutes sont pratiquées dans l'illégalité la plus totale comme l'avait d'ailleurs reconnu Pleven alors qu'il était ministre de la Justice.

Il faut dire encore que ces écoutes sont pratiquées également en province. On dit que plus de 2 000 personnes y sont mises sous écoute pour des raisons politiques. Dans chaque région militaire il existe un G.I.C.

Comme on le voit, ce système atteint des proportions considérables. Sont écoutés ceux qui d'une manière ou d'une autre s'opposent à la politique du pouvoir. Mais pas seulement : l'écoute est de règle dans les milieux-mêmes du pouvoir. La confiance règne !

Des fiches sont constituées avec les éléments des notes d'écoute et des dossiers de police.

Ces fiches ne sont pas constituées pour le plaisir mais parce qu'un jour ou l'autre elles pourraient être utilisées. Avec un tel système, ce sont des milliers de personnes qui seraient rapidement arrêtées.

On voit donc que ces pratiques illégales, propres à un Etat fascisant constituent un danger dès aujourd'hui mais surtout pour l'avenir.



De bonnes occasions de se taire

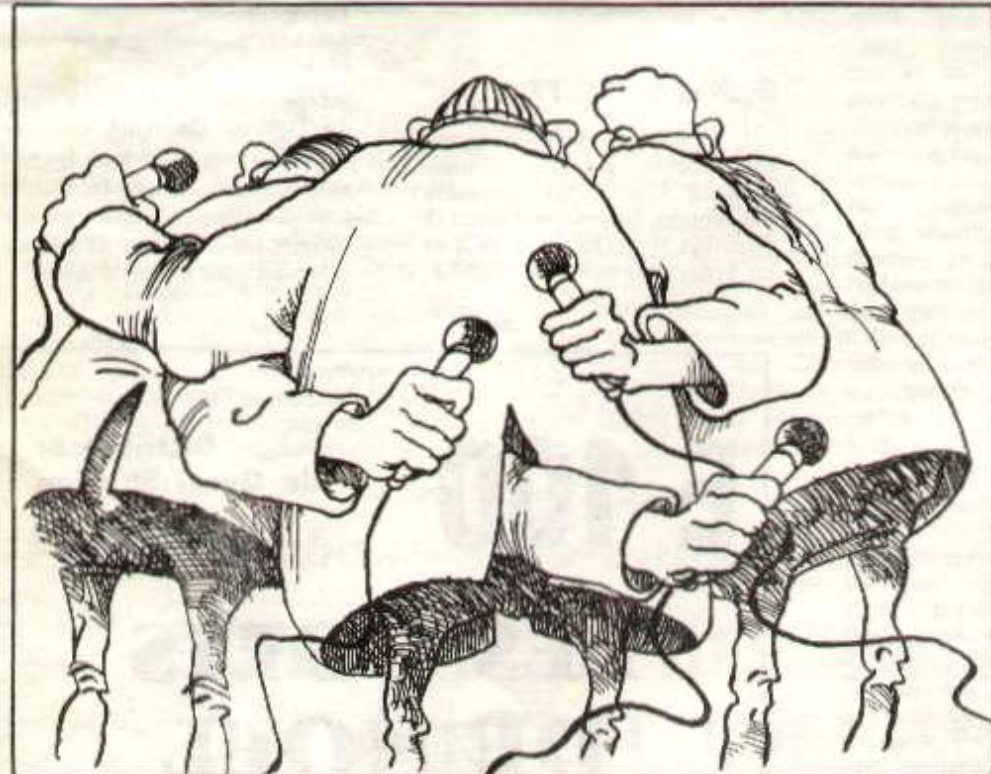
Aussitôt après qu'ait éclaté l'affaire du « Canard », Messmer déclarait : « C'est une histoire qui est dans le style d'un journal satirique. Après tout, on pourrait même imaginer que, s'ils étaient très satiriques, ils aient fait cette affaire eux-mêmes. Je ne dis pas que je le crois. Je dis qu'on peut l'imaginer. Ce sont des gens qui ont de l'esprit. Alors, on peut croire qu'ils exerceraient leur esprit aux dépens de ceux contre lesquels ils l'exercent habituellement, comme par exemple la police. »

Peu de temps après, la vérité éclatait : C'était bel et bien la police qui

avait mis en place des micros. Une bonne occasion, une de plus, qu'il a perdu de se taire...

Sanguinetti, de son côté, questionnait : « Après tout, pourquoi l'affaire n'aurait-elle pas été montée par le « Canard enchaîné » lui-même ? » Plus un mensonge est gros, plus de chances il a d'être cru, aura-t-il sans doute pensé. Seulement, manque de chance.

Et peu de temps après, il cherchait à se justifier et disait : « ... Il est évident qu'il y a eu quelque chose ». Si le ridicule tuait...



de leur tentative, combattre pied à pied et de façon déterminée.

Rappelons encore une fois pourquoi il faut combattre toute initiative de ces fascistes.

Certains disent : « Faire Front » (et avant Ordre nouveau) est un groupuscule qui ne représente rien. Appeler à contre-manifester c'est lui faire de la publicité et lui donner plus d'importance qu'il n'en a.

A ces arguments nous avons répondu le 21 juin et nous le répétons aujourd'hui que certes « Faire Front » en tant que tel est un groupuscule, mais qu'il est un instrument de l'Etat fascisant. Suffisam-

d'une série d'attentats racistes ; ce n'est pas un hasard non plus si après les appels au racisme lancés à Marseille, il y eut des agressions par dizaines et de nombreux meurtres de travailleurs immigrés. Les fascistes assassinent. Les laisser parler c'est en fait les laisser préparer le terrain de ces assassinats, c'est laisser la porte ouverte au terrorisme contre les travailleurs immigrés. Ce groupuscule accomplit les basses œuvres du pouvoir fascisant.

Voilà des raisons précises et décisives pour s'opposer à toute initiative de ces fascistes. Il en va de la vie même de nos frères immigrés.

Hier et aujourd'hui

Après la contre-manifestation antifasciste du 21 juin dernier, on pouvait lire dans l'Humanité, sous le titre : « Contre le fascisme les seules armes... », un article de Georges Bourvard. Ce dernier y écrivait : « En se livrant à des provocations délibérées, en semant le désordre et la violence qui rejettent du côté du pouvoir une partie de l'opinion, mise en condition par la télévision, la radio, la presse officielle, avides d'exploiter de tels agissements, les gauchistes servent, non la liberté, mais le pouvoir. Eux aussi se conduisent, à leur manière, comme des auxiliaires de ce gouvernement. Ils lui fournissent tous les prétextes pour développer son attaque. »

Voilà pourquoi nous dénonçons les agissements gauchistes comme nuisibles à la cause même de la liberté.

Si le fascisme n'est pas passé en France en d'autres temps, ce fut grâce à de toutes autres méthodes. Les travailleurs, les démocrates sont bien armés par ces expériences pour apporter aujourd'hui la réponse qui convient. Ils ne manqueront pas de s'en souvenir.

La « réponse qui convient », ce furent... des communiqués de protestation. C'était il y a cinq mois. Somme toute, ils tolérèrent le meeting fasciste et condamnèrent ceux qui s'y opposèrent.

Et voilà que dans l'« Humanité » du 12 décembre, René Andrieu écrit à propos du meeting fasciste et raciste du 19 décembre sous le titre : « Intolérable ». « Les partis de gauche et les syndicats ont dénoncé le scandale et relevé le défi. Si le meeting a lieu,

ils appelleront la population de la région parisienne à s'opposer à sa tenue. »

Ainsi, ce qui hier était « nuisible à la cause même de la liberté » serait devenu aujourd'hui une chose juste.

Aux militants de base du P.C.F., nous demandons : Pourquoi vos dirigeants ne reviennent-ils pas sur leurs déclarations ayant suivi le 21 juin ? Ne devraient-ils pas dire, s'ils étaient honnêtes, que ceux qui étaient dans la rue le 21 juin, loin d'être des « auxiliaires du pouvoir », étaient en réalité des antifascistes conséquents ?

Nous sommes persuadés, quant à nous, qu'ils ne vous répondront rien de tout cela, car ils ne sont pas des antifascistes sincères.

Pourquoi le « Canard Enchaîné » ?

Pourquoi des micros ont-ils été posés dans les locaux du « Canard Enchaîné » ? Tout simplement parce que semaine après semaine il révèle des faits dangereux pour le pouvoir. Rappelons-en quelques-uns.

- Feuille d'impôt de Chaban-Delmas.
 - Affaire Rives Henry.
 - Affaire Descharles (ministre se livrant à des trafics immobiliers).
 - Affaire De La Malène (député U.D.R. ayant protégé un trafiquant de drogue).
 - Tomasini et le fichier de l'O.R.T.F.
 - Sanguinetti et ses fraudes.
- Et bien d'autres encore, parmi lesquels des révélations sur les liens du pouvoir et des bandes fascistes, le fonctionnement des écoutes téléphoniques...

Commandez

« LA FASCISATION EN FRANCE »

(André Colère.)

Brochure éditée par l'« Humanité rouge »

Prix : 3 F (port en sus 20 %)

...L'UNITE PROLETARIENNE !

en bref... en bref... en bref... en bref...**Indochine**

Au Cambodge, le « haut conseil politique » de la clique de Lon Nol a accepté, au cours d'une réunion tenue au début du mois, la démission de In Tam du poste de « premier ministre » et de membre du conseil. Son « cabinet spécial » avait été échafaudé en mai dernier à la suite d'un compromis issu d'une série de marchandages laborieux entre les traîtres Lon Nol, Sirik Matak et sous la pression des U.S.A. De même, Cheng Heng, l'un des 4 membres du « Haut conseil politique » a offert sa démission, refusée par Lon Nol. Celui-ci a demandé au « ministre des Affaires étrangères », M. Long Boret, de remplacer In Tam.

Sur le terrain, les F.A.P.L.N. du Cambodge ont mis hors de combat 14 000 soldats ennemis durant le mois de novembre. D'importantes positions ennemies ont été prises d'assaut (Tram Khua, Srang, Vihear sud, Tuol Leap...). En outre, plus de 4 000 membres de corps d'« auto-défense » sont passés du côté du peuple. Les forces armées ont saisi plus de 4 000 armes dont 6 canons et 44 mortiers. Ces victoires, remportées par les forces armées populaires au début de la saison sèche, sont d'une grande importance. Les forces de libération ont resserré l'étau autour de Phnom Penh en mettant la clique des traîtres dans une position de plus en plus critique.

Au Sud-Vietnam, la clique de Thieu a fait bombarder l'aéroport de Loc Ninh, en zone libérée, détruisant la maison d'accueil internationale et des quartiers limitrophes, tuant ou blessant des centaines de personnes. De plus, les violations du cessez-le-feu par l'administration de Saigon sont quotidiennes, 70 cadavres de prisonniers politiques ont été repêchés dans le fleuve Barsac. « Le Monde » déclare que ces prisonniers auraient été poignardés par des tueurs professionnels « recrutés par le régime de Saigon pour kidnapper et assassiner les opposants ». Une déclaration du G.R.P. dénonce ces actes comme des violations grossières de l'accord de Paris et un défi flagrant au peuple du Vietnam et à l'opinion progressiste dans le monde. La déclaration exige que les fan-tôches mettent immédiatement fin aux bombardements et au pillage des régions libérées. Enfin, à la demande des Américains, MM. Kissinger et Le Duc Tho vont se rencontrer à Paris le 20 décembre pour discuter de la situation.

4 300 000 chômeurs aux Etats-Unis

Dans le seul mois de novembre dernier, en raison de la crise d'énergie, le nombre de chômeurs a augmenté de 200 000 aux Etats-Unis. Le taux de chômage est passé de 4,5 % à 4,7 % et le nombre total de chômeurs est de 4 300 000. Pour les noirs, le taux de chômage est passé de 8,3 % à 9,1 %.

On s'attend à ce que le nombre de chômeurs dépasse 5 millions l'an prochain.

L'embargo des pays arabes a porté un rude coup à la production industrielle et aux transports aux U.S.A. La bourgeoisie monopoliste licencie un grand nombre d'ouvriers pour

rejeter le fardeau de la crise sur les travailleurs. Les plus grandes compagnies de construction automobile (General Motors, Ford et Chrysler) prévoient que plus de 177 000 ouvriers risquent le licenciement en décembre et janvier. Des dirigeants de l'industrie du plastique ont estimé que plus de 500 000 employés seront licenciés en 1974.

(D'après l'Agence « Chine Nouvelle »).

Le Dalaï-Lama en URSS

La revue « Tibetan Mirror », qui paraît à Delhi, a annoncé que le Dalaï Lama, chef de file des réactionnaires tibétains, se rendra prochainement en visite officielle en Mongolie et en U.R.S.S.

Depuis 14 ans, le Dalaï Lama, rejeté par le peuple tibétain et tout le peuple chinois, est « protégé » par les réactionnaires indiens. Comme par hasard, l'annonce de cette visite est rendue publique après le voyage de Brejnev en Inde.

Le Dalaï Lama s'était rendu il y a quelque temps en Europe et au Vatican : par qui donc y avait-il été envoyé pour tenter de ranimer la politique antichinoise ? Nous connaissons maintenant la réponse : par son nouveau maître Brejnev !

Moyen-Orient : une lutte prolongée

Par le cessez-le-feu d'octobre dernier, les deux super-grands ont voulu imposer leur volonté aux peuples arabes. Il fallait à tout prix mettre de « l'ordre » au Moyen-Orient. L'ordre américano-soviétique, s'entend... Depuis, à Washington comme à Moscou, on s'active : là-bas, Kissinger se démène fébrilement pour préparer la conférence de Genève ; ici, Brejnev, plus discret, s'emploie dans le même sens : pressions du mémorandum envoyé à la résistance palestinienne, chantage à la livraison d'armes aux pays arabes ; l'Etat sioniste multiplie les violations du cessez-le-feu. Voilà du côté des ennemis ; prêts à tout. On les a déjà vus à l'œuvre !

Côté des peuples, on se prépare aussi. La conférence d'Alger — H.R. n° 207 — a resserré les liens des pays arabes ; surtout prend corps et force dans l'opinion arabe l'idée d'une lutte de longue durée contre l'impérialisme et le sionisme... Dans les territoires occupés, les Palestiniens n'ont jamais cessé le combat ; grèves ouvrières dans les entreprises sionistes, attaques armées contre des convois sionistes prouvent que l'esprit de résistance est loin d'être mort.

Pos de petits profits

Les révisionnistes de Périgueux-ville, Périgueux-Est, du dépôt S.N.C.F. et de Chamiers ont organisé une fête de l'Union populaire, patronnée par

l'« Echo du Centre-Dordogne ». Ils ont pour cela émis un Bon de soutien de 1 F « donnant droit à une distribution de cadeaux dont 1 lot par carnet ». Au verso de ce Bon de soutien, on peut lire cette publicité : « Défendez votre pouvoir d'achat en venant aux Galeries Charlanny, 19 rue de la République, Périgueux. » C'est là un exemple parmi d'autres de la dégénérescence politique : faute de souscription militante, on promet une « distribution de cadeaux »... Le verso du Bon de soutien, rigoureusement publicitaire, voudrait faire croire que les atteintes au pouvoir d'achat des travailleurs sont le fait de « mauvais » commerçants et non l'objectif permanent en régime capitaliste.

Le ski aussi est sur la mauvaise pente

Après la débauche des skieurs français à Val d'Isère, le président de la F.F.S. frappe un grand coup : Augert, Duviillard, Patrick Russel et trois autres sont « démissionnés » de l'équipe de France. L'entraîneur Tessa et le président de la commission de discipline démissionnent. C'est la pagaille. Et, au fond de tout cela, une histoire de gros sous. Les skieurs s'estiment trop peu payés et surtout mal armés pour entrer dans le « civil » le jour où ils quitteront la compétition. Il ne s'agit pas de prendre parti pour eux, car certains ex-champions, comme Killy, n'ont pas les poches vides ! Mais cette histoire est typique du genre de problème insoluble où conduit la conception du sport chez nous : on s'occupe de quelques « cracks » dans l'espoir de récolter des médailles, ce qu'ils feront après n'a aucun intérêt, et surtout, pendant ce temps-là, on se fout pas mal que la masse des jeunes ne puisse pas faire de sport. La grève récente des profs d'éducation physique a attiré une fois de plus l'attention sur la misère du sport à l'école.

On ne peut s'empêcher de penser à la stupeur des journalistes devant l'attitude des basketteurs chinois, lors du match qu'ils disputèrent à Paris le 18 avril de cette année. Voici ce qu'écrivait après cette rencontre un chroniqueur sportif du « Monde » : « Pendant les deux matches, on eut toujours la possibilité de constater que les Chinois avaient reçu une autre forme d'éducation sportive moins axée sur la compétition que sur l'idée de jeu. Cela se vérifia : empressement à s'excuser auprès de l'adversaire pour les fautes commises. Respect absolu des décisions arbitrales, attentions et sourires. Toutes choses qui, après une heure de jeu et de tension, ne pouvaient plus seulement apparaître dictées par le seul souci de plaire.

(...) Le fait d'avoir battu une équipe de France masculine très mixte — après le refus de plusieurs de nos meilleurs spécialistes de participer aux rencontres de l'équipe nationale — n'est pas un véritable exploit. Mais comment expliquer à ces invités qu'une sélection en équipe de France contre la Chine ne comporte pas un attrait suffisant pour des jeunes gens blasés et dépourvus maintenant de tout esprit sportif ? »

Est-il besoin d'ajouter quelque chose ? Le capitalisme pourrit tout ce qu'il touche... même le sport !

Clermont-Ferrand : réunion de soutien à la lutte du peuple palestinien

Le vendredi 30 novembre s'est tenue à Clermont-Ferrand une réunion de soutien à la lutte du peuple palestinien et des peuples arabes, organisée par « L'Humanité Rouge », la Gauche révolutionnaire, avec la participation de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, section de Clermont-Ferrand.

Une centaine de participants, ouvriers français et immigrés, étudiants français, africains, arabes, manifestaient à cette occasion leur soutien indéfectible à la juste cause des peuples arabes et du peuple palestinien.

La déclaration commune était lue par un ancien membre des réseaux de soutien au F.L.N., la déclaration de « L'Humanité Rouge » reprenait pour l'essentielle l'intervention présentée par Jacques Jurquet au meeting de « L'Humanité Rouge » à la Mutualité du 12 octobre 1973.

Il y eut aussi une intervention d'un représentant de l'Union nationale des étudiants du Maroc.

Grèves à l'ORTF

La F.S.U. (Fédération syndicale unifiée, syndicat « indépendant » dont les dirigeants collaborent ouvertement avec la direction de l'Office) a déposé un préavis de grève à l'ORTF.

pour le dimanche 16 décembre, après avoir fait la grève le dimanche 9 décembre. Ce préavis de grève porte sur le démantèlement de l'Office (division en « établissements publics ») et non sur des revendications précises des travailleurs. En se lançant seule dans cette grève, le F.S.U. entend, selon ses propres mots « créer à l'ORTF une situation semblable à celle de Lip. Un Lip multiplié par cent ».

Qu'en est-il exactement ?

La F.S.U. refuse dorénavant de déposer des préavis de grève portant sur des revendications précises (recrutement, conditions de travail, maintien des avantages acquis, tout ce qui touche de près les travailleurs...) qui pourraient faire échec au démantèlement et mobiliseraient le personnel dans la lutte avec des objectifs clairs et précis. Les dirigeants de la F.S.U. ne veulent pas d'une mobilisation générale du personnel, ils se contentent de mettre en grève le dimanche quelques techniciens, aboutissant ainsi au programme minimum. Il faut dénoncer cette manœuvre de la F.S.U. qui, avec sa tactique des grèves tournantes sur un mot d'ordre très « théorique » est en train de faire le jeu de la direction de l'Office. Ces grèves ne mobilisent personne mais sont impopulaires. Il n'y a qu'à voir la publicité qui leur est faite, jamais à l'ORTF, les grèves ne sont annoncées aussi longtemps à l'avance dans les journaux parlés et télévisés. La direction de l'Office et la réaction (notamment les plus fascistes, comme « Minute ») se servent de ces grèves pour essayer de mobiliser l'opinion publique contre les travailleurs de l'Office. Ce n'est que par la mobilisation de tout le personnel, avec des mots d'ordre précis portant sur des revendications précises, que le démantèlement sera mis en échec.

E-100

Distributeur de Guozi Shudian

LES COLIS DE NOEL**LES ŒUVRES CHOISIES DU PRESIDENT MAO**

4 TOMES RELIES : 40 F au lieu de 53,65 F

Seulement en décembre et janvier

- Les grottes de Yukong
- Nouvelles découvertes archéologiques en Chine
- La cour des fermages
- La fille aux cheveux blancs
- Pékin (guide-dépliant)

LE TOUT : 10 F (port compris)

E-100 — BP 120 - 75962 Paris cedex 20

" Sommet européen de Copenhague " QUAND WASHINGTON ET MOSCOU DONNENT DES ORDRES

Le « sommet de Copenhague », réunion des chefs d'Etats des Neuf, visant à définir une « identité européenne », et à renforcer la solidarité politique des pays de la C.E.E., a suscité bien des pronostics et des commentaires.

A Washington et à Moscou, on renâcle ferme... Kissinger en personne a pris la peine d'exprimer « ses préoccupations », en vieil ami le 12 décembre. Le lendemain, le journal soviétique les Izvestia, porte-parole du Kremlin, faisait la leçon aux Neuf, lui aussi.

Pour Kissinger, derrière les politesses du langage diplomatique, une certitude : l'Europe sera « atlantique », pour Moscou, l'Europe, ne peut être, on le devine entre les lignes, que sous la coupe soviétique.

Les deux superpuissances s'inquiètent et donnent des ordres... Et de cela nous pouvons tirer deux choses :

1. Le renforcement de l'Europe des Neuf aggrave les contradictions interimpérialistes, et contribue à s'opposer à l'hégémonie des deux supergrands. C'est un aspect positif.

2. L'impatience des deux supergrands à faire « leur Europe » en dit long sur leurs visées impérialistes et sur l'enjeu que représente le continent ouest-européen dans leur rivalité fondamentale.

Aussi les paroles de Kissinger et des Izvestia, pour « obscures » qu'elles soient, sont-elles lourdes de sens et d'avenir, pour peu qu'on n'y prenne pas garde.

L'Europe atlantique de Kissinger

« L'unité de l'Europe ne doit pas se faire aux dépens de la communauté atlantique, ou alors on en souffrira des deux côtés de l'Atlantique. C'est plutôt la tendance à mettre l'accent sur les divergences avec nous plutôt que sur l'unité qui nous préoccupe. Je ne serais pas franc si je devais vous cacher notre malaise devant certaines pratiques

récentes de la Communauté européenne dans le domaine politique. Nous présentons les décisions d'une Europe en train de s'unir comme des faits accomplis non soumis à une discussion réelle est étranger à la tradition des relations entre les Etats-Unis et l'Europe.

« L'attitude de l'Europe, en voie d'unification, semble élever le refus de consulter en un principe définissant l'identité européenne. A en juger par l'expérience récente, la consultation avec nous avant une décision est écartée et la consultation après un événement est vidée de tout sens. Mais nous estimons que les Etats-Unis, en tant que vieil allié, devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs préoccupations avant que des décisions finales concernant leurs intérêts ne soient prises... »

« Mais nous ne pouvons rester indifférents à la tendance à justifier l'identité européenne comme facteur facilitant une séparation des Etats-Unis ; à notre point de vue, l'unité européenne n'est pas contradictoire avec l'unité atlantique. »

(Discours de Londres, le 12 déc.)

L'Europe européenne de Moscou

« Le but essentiel (de la conférence) est de donner un nouveau coup d'aiguillon pour créer, dans le cadre de la C.E.E., une alliance politique ayant sa propre voix dans les affaires internationales.

« On voit se dessiner, l'essence antieuropéenne de la petite Europe, car l'Europe moderne telle qu'elle est née de la seconde guerre mondiale est formée de plus de trente Etats, grands et petits, qui doivent cohabiter. Tout en ne jurant que par l'Europe, les partisans de la petite Europe ne font pas référence, en fait, au continent tout entier, mais à une partie seulement ; ils en excluent non seulement les pays de la communauté socialiste, mais aussi certains pays capitalistes.

(Les Izvestia, du 12 décembre.)

Hypocrisie de la proposition soviétique de la réduction des budgets militaires

On sait que la proposition soviétique de réduction des budgets militaires par les cinq membres du Conseil de sécurité a été adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. L'Albanie et la Chine ont voté contre, la France s'est abstenue.

Dans le dernier « H. R. », nous avons publié des extraits de l'intervention du délégué albanais à l'O.N.U. Voici des extraits du discours prononcé par Tchouang Yen, représentant de la Chine :

« L'Union soviétique se prétend toujours soucieuse du maintien de la sécurité internationale et de la paix mondiale. Si c'était vrai, pourquoi avez-vous obstinément refusé de signer le protocole additionnel 2 au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, au mépris de la juste demande des peuples latino-américains qui s'opposent à la menace et au chantage nucléaire ? Pourquoi avez-vous obstinément refusé de soutenir la transformation de l'océan Indien en une zone pacifique, au mépris du désir légitime de nombreux pays petits et moyens dans cette région de défendre leur indépendance nationale et leur souveraineté d'Etat, et voire même lancé des attaques injustifiables contre cette proposi-

tion ? Et pourquoi avez-vous refusé la proposition de la Chine selon laquelle tous les pays nucléaires, notamment l'Union soviétique et les Etats-Unis, s'engagent à ne pas être les premiers à utiliser les armes nucléaires et retirent toutes leurs troupes de l'étranger et démantèlent toutes leurs bases et installations militaires implantées en territoire étranger ? (...)

« En faisant stationner d'importantes forces armées le long de la frontière sino-soviétique et en République Populaire de Mongolie, en posture agressive et menaçante, l'Union soviétique demande à la Chine de réduire son budget militaire et de procéder au désarmement, nous voudrions demander : que voulez-vous faire dans le fond ? (...)

« Nous sommes pleinement conscients de la bonne volonté de certains pays moyens et petits pour le maintien de la paix. Pourtant, actuellement, ce qui menace sérieusement la paix et la sécurité internationales, ce sont les efforts effrénés faits par les deux superpuissances dans la course aux armements et la préparation à la guerre. »

Comment l'URSS commerce avec ses amis

Selon les statistiques officielles soviétiques, entre 1960 et 1967, l'U.R.S.S. a vendu :

98,77 millions de tonnes de pétrole brut à quatre pays du Comecon pour une valeur de 1 705,62 millions de roubles, et 99,11 millions de tonnes à six pays d'Europe occidentale pour

une valeur de 852,99 millions de roubles.

Conclusion : quand on fait partie des « amis » (en fait des satellites) de l'Union soviétique, on paye le pétrole russe deux fois plus cher. Et si l'on proteste, on connaît le sort de la Tchécoslovaquie !

La conférence de presse de Marchais QUELLE AUTRE POLITIQUE EUROPÉENNE ?

« Sainte alliance de la réaction ». Georges Marchais a lancé son cri de guerre. Que dire là contre ? L'unité politique des « Neuf » maintient la dictature du capital ouest-européen sur les peuples d'Europe ; elle vise aussi à créer une force autonome face aux super-grands, c'est un aspect que Marchais ignore. Et pour cause !

Que propose-t-il aux travailleurs d'Europe ? Un « programme commun » à l'échelle européenne ; laissez-nous faire nous les « communistes » européens (qui nous retrouvons à Bruxelles en janvier prochain) avec nos amis « socialistes » de Grande-Bretagne, d'Italie et de République fédérale, nous prenons les choses en mains ; trois amendements adoptés au parlement européen ; quelle victoire en vérité ? Mais « qu'est-ce que ce parlement européen », diront certains ? « Un parlement assez ronronnant, mais il y a eu un débat assez passionné autour d'amendements communistes... » précise Ansart. Donc « battez-vous bien pour nous dans cette nouvelle assemblée, messieurs les crétins parlementaires !

Et pour corser ces perspectives révisionnistes, une succession de promesses et un flot de démagogie, à l'échelle européenne...

« Dès à présent, l'action unie de toutes les forces ouvrières et démocratiques européennes est à l'ordre du jour pour une série de grands objectifs : défense et amélioration du niveau de vie, garantie de l'emploi, démocratisation des institutions du Marché commun, lutte contre la mainmise des firmes multinationales, sécurité collective, dissolution des blocs militaires. »

Tout ce bavardage n'est pas gratuit, ni anodin, cependant. « Dissolution des blocs militaires », préconise Marchais, et pourtant une autre petite phrase laisse entendre pourquoi et pour quels intérêts il manœuvre :

« La sécurité de l'Europe ne peut être vraiment garantie que par l'établissement d'un système de sécurité collective de toute l'Europe, par le progrès du désarmement. »

Marchais pousse une chansonnette qu'il a apprise à Moscou. « Progrès du désarmement », « détente », « sécurité collective », que signifient-ils aujourd'hui, alors que 20 000 blindés, des milliers de bombardiers et un arsenal nucléaire est tourné d'U.R.S.S. vers l'Europe, alors que l'accord « historique » Brejnev-Nixon du 22 juin dernier a pratiquement refermé le parapluie nucléaire U.S. au-dessus de l'Europe de l'Ouest ? Ils signifient, en clair, organiser une Europe désarmée, prête à marcher à la baguette social-impérialiste ni plus ni moins.

C'est le fond de « l'autre politique européenne » de Marchais ; on comprend, que, de retour de Moscou, il s'évertue à travers l'Europe de Londres à Dortmund et à Rome ; on comprend qu'il multiplie les sourires à Mitterrand, à la veille du Congrès socialiste sur l'Europe (alors que ce même Mitterrand est invité à Moscou lui aussi !). Il faut aller vite pour mettre sur pied la « Sainte Alliance » sous la houlette social-impérialiste.

Belles paroles sur le niveau de vie, l'emploi, la démocratie ne visent qu'à rassembler les travailleurs européens comme masse de manœuvre de cette « autre politique européenne ». On ne saurait s'y laisser prendre.

CHILI : Le commerce vu par la junte

La Chambre centrale de Commerce du Chili et les importateurs chiliens ont adressé une circulaire aux diverses chambres de commerce de la France. Pour justifier leur coup d'Etat et blanchir par avance messieurs les exportateurs qui auraient quelque scrupule à investir dans le « nouveau » Chili. Voici quelques extraits de cette note rédigée dans un français plus que douteux (mais il est difficile de trouver de bons traducteurs quand on embastille toute l'Université) :

1^{er} — Le mardi 11 septembre 1973, les Forces armées et de Police du Chili ont dû prendre en charge le gouvernement du Chili.

2^e — Une telle position ne peut pas être considérée comme une révolution, coup d'Etat ou une autre attitude de la sorte, mais, sinon, comme un geste qui démontre l'esprit constitutionnaliste de ces Forces pour faire retourner le Chili à une situation normale dans le domaine tant moral que social et constitutionnelle. Situation que le régime marxiste avait dépassée en

méconnaissant la Constitution et les lois en vigueur et même les plus élémentaires règles de coexistence.

3^e — Le gouvernement marxiste s'est rendu coupable d'illégitimité quand, il a méconnu systématiquement les décisions que les facultés des autres pouvoirs de l'Etat, et quand il a poussé la création des groupes paramilitaires.

4^e — Le clameur général de la majorité des citoyens du Chili a repoussé sur un ton emphatique la gestion administrative du gouvernement marxiste. Ceci a été démontré dans chaque élection soit-elle politique ou corporative (III).

5^e — Les pays en voie de développement qui montrent un effort tel que le nôtre doivent compter sur l'appui de tout le monde puisque, nous le répétons, ce sont nous les Chiliens précisément les premiers qui ont mis en déroute le marxisme tous seuls avec notre propre puissance sans le secours étranger.

Sans commentaires !

Berre-l'Etang

LES VÉRITABLES COMMUNISTES NE MEURENT JAMAIS

Notre vaillant camarade Pierre Martora, ouvrier agricole, vient de décéder à l'âge de 73 ans, à la suite d'une importante intervention chirurgicale.

Ses obsèques ont eu lieu à Berre-l'Etang, près de Marseille, Samedi dernier 15 décembre.

Aux côtés de sa famille et de nombreux berrois, des militants de « L'Humanité-rouge » l'ont accompagné jusqu'à sa dernière demeure.

Le camarade Jacques Jurquet a prononcé devant son cercueil la courte allocution suivante :

Camarade Pierre Martora, vétéran des luttes révolutionnaires du prolétariat, tu nous quittes aujourd'hui, mais ce n'est là qu'une apparence.

Les véritables communistes ne meurent jamais, car dans l'esprit et dans le cœur des travailleurs, leurs exemples restent toujours vivants.

Voici presque un demi-siècle, jeune encore, tu avais adhéré au Parti communiste français vers la fin des années 20.

Tu fus l'un des fondateurs de la première cellule communiste de Berre-l'Etang. Vous n'étiez à l'époque que 3 militants pour la région. Pour vous réunir, il vous fallait alors vous rendre à Marseille, car personne n'acceptait de vous recevoir ici même. La lutte était acharnée, difficile, réservée aux hommes de courage, elle exigeait un désintéressement total, une conviction sans la moindre faille.

Tu es resté fidèle jusqu'à ton dernier souffle aux justes idées de ta jeunesse, à ta classe, et, ouvrier agricole, toute ta vie tu as lutté pour défendre tes camarades de travail, comme tous les ouvriers. Quand après la mort de Staline s'est développé le grand reniement des enseignements de la Révolution d'Octobre, quand certains dirigeants ont abandonné et trahi les principes de MARX, ENGELS, LENINE et STALINE, alors, seul, sur ton coin de terre berroise, dans ta pauvre demeure si modeste, tu es resté inébranlable comme un roc, fidèle à ton passé, à contre-courant du déferlement de l'opportunisme et du révisionnisme moderne. Lecteur du premier numéro de l'Humanité-nouvelle, tu as rejoint dès 1965, les rangs des communistes, regroupés pour défendre le grand, le juste et le glorieux Parti communiste chinois, qui sous la direction de Mao Tsé-toung, maintenait haut levé l'immortel drapeau rouge du marxisme-léninisme.

Dès cet instant tu fus, à Berre et dans la région, et malgré ton âge, un infatigable propagandiste, diffusant la presse, l'Humanité-nouvelle d'abord, puis l'Humanité-rouge ensuite, collectant et souscrivant toi-même en prélevant périodiquement sur tes maigres ressources de vieil ouvrier de la terre les sommes importantes que tu expédiais à la Souscription nationale permanente de notre, de ton journal de combat.

Au nom de tes camarades de Berre-l'Etang et de la Région Marseillaise, au nom de tous les militants communistes de l'Humanité-rouge, et sans nul doute aussi en exprimant la pensée de tous ceux qui poursuivent, dans la clandestinité des luttes illégales, le travail du Parti communiste marxiste-léniniste de France auquel tu appartins dès sa fondation, sois assuré, Camarade Pierre Martora, que par ton exemple si riche tu vas encore servir la noble cause du communisme, en aidant à la formation idéologique des jeunes camarades, des nouvelles générations.

Ta vie entièrement faite de modestie et de simplicité, tes qualités de militant, ton dévouement et ta sincérité, ta passion pour apprendre par la lecture comme par l'action, ta bonté comme ton ardeur à communiquer et diffuser tes idées ont témoigné sans défaillance d'une idéologie prolétarienne élevée, d'une idéologie révolutionnaire propre aux meilleurs enfants de la classe ouvrière.

A ta sœur, à tes neveux et nièces, à ta famille, tes camarades présentent leurs condoléances les plus sincères, et l'assurance du profond respect qu'ils ne cesseront de témoigner à ta mémoire.

A toi-même, nous disons simplement qu'ensemble, en nous inspirant des qualités éminentes de ta vie, nous allons poursuivre la lutte pour le triomphe de la juste cause qui fut la tienne, la cause du communisme.

Pierre, tu peux reposer en paix, ton juste combat continue.

LES MARXISTES-LÉNINISTES DE ROUEN REJOIGNENT L'HUMANITÉ ROUGE

C'est le résultat d'une lutte de plus de cinq années, qui a parfois entraîné dans les calomnies et les ragots, mais qui opposait des conceptions antagoniques sur la nécessité du Parti marxiste-léniniste, sur le centralisme démocratique, sur l'unité des marxistes-léninistes, sur l'analyse de la classe ouvrière en France, sur la conception de l'organisation de masse, sur la démarcation entre le marxisme-léninisme et les courants gauchistes.

Le processus d'unité avec « L'Humanité Rouge » ne s'est pas fait sur une base de compromis, mais sur une base de lutte de classe entre les conceptions justes de « L'Humanité Rouge » et les conceptions fausses que nous avions. C'est sur la base de la reconnaissance de notre caractère scissionniste et des justes positions de « L'Humanité Rouge » que ce processus s'est développé ; notre conscience politique en sort renforcée.

La scission de 1970 était une faute grave, un coup dur porté à l'édification de l'avant-garde M.-L. en France. Quelles que soient les difficultés, les communistes doivent avoir pour principe de préserver l'unité du parti, de résoudre leurs divergences par un débat franc, en respectant la discipline de l'organisation et en s'opposant à toutes les manœuvres de scission.

Or, c'est justement en profitant d'une période de difficultés, où une lutte aiguë opposait deux conceptions du parti, une conception légaliste, libéraliste, et une conception M.-L., que certains dirigeants nous entraînent en semant la confusion et en maniant les ragots dans une aventure scissionniste. Les promoteurs de la scission développeront une ligne ouvrière, spontanée, anarcho-syndicaliste qui revenait à laisser les masses livrées à elles-mêmes, sans perspective stratégique révolutionnaire.

Aux principes M.-L. du centralisme démocratique, d'organisation disciplinée, unifiée et préparée à résister à la fascisation du régime, ils opposèrent des conceptions légalistes, libérales, ultra-démocratiques, des méthodes consistant à dissoudre l'organisation dans de vagues cercles coordonnés par une « direction » libérale où aucune distinction n'était faite entre membre, sympathisant, contact... « L'Humanité Rouge », issue du mouvement ouvrier et com-

muniste de France est l'héritière de la lutte engagée dans les années 1960 entre le révisionnisme et le marxisme-léninisme. Ce sont les camarades de « L'Humanité Rouge » qui, les premiers, ont mis en avant, dès 1965, la nécessité de reconstruire un authentique Parti M.-L. en France. Face à une conception libéraliste et légaliste du Parti, ce sont eux qui ont défendu la conception bolchévique du parti, la conception d'un parti qui, se fixant comme objectif la dictature du prolétariat par la révolution armée, se prépare à faire front à la répression bourgeoise.

Ce sont ces camarades qui ont su résoudre la question de la prolétarianisation du parti, non pas en tombant dans l'ouvriérisme, mais en se fixant pour objectif l'implantation de l'organisation dans les usines, ceci en s'appuyant sur la liaison entre les luttes quotidiennes des masses et la lutte pour la révolution socialiste, sans verser dans l'économisme ou le gauchisme, comme l'ont fait beaucoup d'experts en M.-L.

Ce sont ces camarades qui ont commencé à unifier le M.-L. et le mouvement de masse pour redonner à la classe ouvrière son rôle dirigeant de porteur du drapeau du M.-L. En effet, ils sont les seuls à avoir posé concrètement le problème des alliances de classe, le problème du front uni sous la direction de la classe ouvrière ; ils sont les seuls à avoir défendu le principe de l'unité ouvrière ; ils sont les seuls à avoir défendu le principe de l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière, alors que de prétendus M.-L. découpent celle-ci en couche et sous-couche pour lui enlever ainsi son rôle dirigeant et substituer au parti les éléments révoltés. Ils sont les seuls à aborder devant la classe ouvrière l'ensemble des contradictions du monde actuel et en particulier celles entre les deux superpuissances impérialistes et les peuples des nations opprimées. Ils ne bornent pas la conscience de la classe ouvrière à la simple contradiction bourgeoisie-prolétariat comme beaucoup de donneurs de leçon M.-L.

Que tous ceux qui réellement veulent contribuer à l'édification de l'avant-garde M.-L. la rejoignent et abandonnent leur rêve d'avoir une organisation toute faite et toute pure.

NI REVISIONNISME, NI GAUCHISME, LE MARXISME-LÉNINISME.

AFFICHEZ H. R.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien à HR	100
Soutien à HR (novembre décembre) un lecteur	100
F.D.C. Contre le fascisme	18
Des camarades de l'Ouest	300
Soutien de novembre AUD	200
CDHR Staline C.	31
Un ouvrier Michelin	3
CDHR Quémal Stafa	56
CDHR Gramsci	9
Un futur prof. Pour que vive la mémoire de J. Staline	2
CDHR Quémal Stafa	9
En supplément à réabonnement. F.A.	10
Soutien mensuel, novembre	
CDHR Lissagaray	30
AB. Soutien à HR	10
M.H. En supplément à réabonnement	4
En supplément à abonnement. G.C.	25
CDHR PS Octobre	140
JA. Souscription permanente	30
Des camarades de l'Est HR vaincra. En timbres	20
Pour une presse véritablement prolétarienne	10
Soutien permanent. Roger	50
CDHR E. Varlin	42,85
1 dessinateur	10
CDHR J.-P. Thimbaud	50
CDHR Staline S.	5
1 postier	3
1 lycéen technique	2
Des lecteurs	7
1 lecteur	5
1 camarade antillais	10
1 travailleur algérien	1
CDHR Stalingrad	25,10
CDHR Manouchian	300
CDHR Guy Moquet	10
1 camarade	0,50
Mireille	40
CDHR Province	29
Pour triompher du révisionnisme et de la réaction. D.P.	200
PM. Représentant (décembre)	50
Total de la semaine	1 950,45
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes de HR	384 681,61

NOTRE PROCHAIN
NUMÉRO SORTIRA
LE 3 JANVIER
SUR 8 PAGES

Nous avons édité 2 affiches

- une sur les femmes
- une « demandez, lisez l'« Humanité rouge » !

PASSEZ VOS COMMANDES
(l'exemplaire 25 centimes)

QUELLES RÉFORMES ?

S'en prenant visiblement aux marxistes-léninistes, Georges Marchais déclarait lors du dernier C.C. du parti révisionniste : « Nous ne sommes pas des maximalistes ». En d'autres termes G. Marchais, n'est pas un partisan du tout ou rien. On s'en serait douté. Mais c'est aussi un falsificateur du marxisme et de la vérité.

De la vérité tout d'abord parce que les marxistes-léninistes ne sont pas des « maximalistes » au sens que lui donne le leader du P.C. Nous avons dit et tous nos camarades et sympathisants défendent cette idée juste qu'il faut se soucier des préoccupations immédiates des travailleurs et qu'il est nécessaire de combattre pour des revendications immédiates.

Alors où est la différence entre marxisme-léninisme et révisionnisme ? Entre une ligne révolutionnaire prolétarienne et du plat réformisme.

Lénine écrivait voici soixante ans : « Les marxistes, à la différence des anarchistes, reconnaissent la lutte pour les réformes, c'est-à-dire pour elles améliorations dans la situation des travailleurs qui laissent comme par le passé le pouvoir entre les mains de la classe dominante. Mais en même temps, les marxistes mènent la lutte la plus énergique contre les réformistes, qui limitent directement ou indirectement aux réformes les aspirations et l'activité de la classe ouvrière. »

Ainsi soulignait-il avec justesse qu'il y a réforme et « réforme ». En effet le but de tout révolution-

naire prolétarien est de travailler au développement de la conscience politique dans la classe ouvrière et les masses populaires. A cet égard le travail essentiel d'agitation consiste à expliquer inlassablement aux masses qu'elles n'ont rien à attendre de bon du système capitaliste, qu'une transformation des conditions de vie et de travail est inséparable du socialisme, que toute revendication imposée aux capitalistes est aussitôt remise en question, bref que la question centrale décisive est celle du pouvoir politique. Cependant le développement de la prise de conscience révolutionnaire est un processus prolongé et il est nécessaire que les travailleurs fassent l'expérience dans la pratique de cette vérité : seule la lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie et l'instauration d'une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat est capable de mener à la suppression définitive de l'exploitation capitaliste et de tous les maux qui lui sont liés. Tel est donc pour des marxistes le but qu'ils firent aux luttes revendicatives. Pour cette raison ils attachent une attention fondamentale à la détermination des mots d'ordres immédiats et aux formes de lutte. Prenons l'exemple de la lutte quotidienne du prolétariat pour les salaires : en formulant un objectif réalisable (1 300 F nets pour quarante par semaine), en indiquant la voie « classe contre classe » les marxistes-léninistes fournissent aux ouvriers un moyen de remporter un succès et surtout d'élever leur com-

bativité, leur organisation, leur unité, car chaque lutte revendicative si minime soit-elle est une école de la lutte des classes.

Tout différents sont les mots d'ordres et les formes d'actions préconisées par les révisionnistes et tous les réformistes en général. Prenons l'exemple des objectifs fixés par la C.G.T., la C.F.D.T., la F.E.N., le P.C.F., le P.S., le P.S.U., etc. le 8 novembre dans leur campagne contre la vie chère.

Il s'agit de :

1. Maintenir et améliorer le pouvoir d'achat des salaires, retraites et prestations ;
2. Stopper la hausse des prix ;
3. S'attaquer à l'inflation et aux causes de la vie chère en s'attaquant aux frais improductifs et aux profits.

Louable objectif !... Mais phrases creuses.

Prenons point par point :

1. Qu'est-ce qu'un « pouvoir d'achat » séparé totalement des conditions de l'exploitation. Car enfin dans le salaire de l'ouvrier, il y a plus que le « pouvoir de consommation », il y a la fatigue, l'usure du travailleur par exemple... Et il n'y a pas d'ouvrier qui ne sache qu'on assiste chaque jour à une aggravation de l'exploitation capitaliste. De telle sorte par exemple le « pouvoir d'achat » d'un salaire peut se maintenir tandis que le salaire diminue lui en réalité.

2. Stopper la hausse des prix : les dirigeants révisionnistes ignorent peut-être que la hausse des prix est

liée de façon inhérente au système capitaliste qu'elle ne dépend pas de la volonté des hommes même des capitalistes mais qu'ils ne se disent plus marxistes !

3. Enfin la revendication la plus grotesque qui a été exprimée le 6 décembre dans la déclaration commune P.C.-P.S. : « Réduire les profits et les dépenses improductives de l'Etat » ; là encore le but réel est de détourner la lutte des masses en leur faisant miroiter des réformes impossibles dans le cadre du système.

Mais c'est fait exprès dira le petit malin au courant de la subtile tactique révisionniste. C'est pour que tout le monde se rende compte que seul le Programme commun, etc.

A cela un communiste honnête répondra que l'on ne ment pas aux masses en leur fixant comme but immédiat des revendications incompatibles avec la société telle qu'elle est ; que loin de renforcer la combativité des masses et d'élever leur conscience révolutionnaire cela constitue un facteur de démobilisation.

Démobilisation liée également aux formes de « luttes » liées à ces revendications, comme l'a reflété l'échec relatif de la grève générale du 6 décembre.

Mais ni le P.S. ni les dirigeants du P.C.F. ne souhaitent voir les travailleurs renforcer leur combativité révolutionnaire, mais ils souhaitent simplement se servir d'eux comme d'une masse de manœuvre pour parvenir au pouvoir.

Encore une fois sur les trotskistes et le Chili

Les dirigeants trotskistes de Rouge font grand battage autour du Chili. On dénonce Pinochet, la C.I.A. et l'impérialisme américain. Fort bien, et c'est la moindre des choses quand on prétend vouloir soutenir le peuple chilien. Mais faut-il aussi dénoncer Mao Tsé-toung et la Chine ? Voilà qui est moins sûr ! C'est pourtant à cette sale besogne que s'attellent les plumitifs de Rouge. Assez médiocrement, mais ils sont loin d'avoir parfaitement assimilé les leçons de leurs maîtres en la matière, les révisionnistes du P.C.F. et autre P.C.U.S....

Qu'est-ce que la Chine a à voir avec le drame du peuple chilien ? Mystère... Est-ce la Chine qui a armé le bras de Pinochet ? Non pas ! Est-ce le Parti communiste chinois qui a désarmé le peuple chilien en colportant la thèse du « passage pacifique » ? Pas davantage ! Pourtant, il faut dénoncer la Chine et Mao Tsé-toung. On cherche bien, on se creuse la tête, et voilà que Brejnev leur souffle l'idée : la Chine n'a pas rompu ses relations diplomatiques avec le Chili ! C'est là tout le « crime » pour Krivine et ses amis. Nos trotskistes croient jouer sur du velours, et pouvoir exercer leur talent dans le seul domaine où ils en ont un tant soit peu : la démagogie. Voyez donc, les relations diplomatiques, cela implique des contacts, des poignées de mains, des échanges de lettres courtoises. On croit avoir trouvé le filon. Kiao Kouan-hua dénonce le putsch à l'O.N.U., Chou En-laï envoie à la veuve Allende un télégramme qui glorifie la mort héroïque du président chilien : pas une ligne dans Rouge. Mais que l'ambassadeur de Chine à Santiago rencontre des gouvernants chiliens, voilà la « preuve » que la

Chine approuve les massacres perpétrés par les fascistes, et le petit Beauvais affûte sa plume !

Médiocre besogne, disons-nous : oui, c'est cela la démagogie. Car enfin, le problème politique, le seul problème de fond, n'est jamais posé par nos trotskistes : est-ce qu'un pays socialiste peut entretenir des relations d'Etat à Etat avec des pays à régimes sociaux différents, sur la base des principes de la coexistence pacifique ? Chez Rouge, on délaisse cette question, parce que Lénine y a répondu mille fois de la manière la plus claire : oui, c'est non seulement possible, mais encore nécessaire à la victoire du socialisme et du communisme dans le monde. Si, laissant de côté le sentimentalisme et la démagogie, on répond oui à cette question, alors il faut accepter ce qu'impliquent de telles relations : entre autres serrer la main de gens qui ont plus d'une mort de prolétaires sur la conscience, qu'ils s'appellent Pinochet, Nixon ou Pompidou.

S'agit-il seulement chez nos trotskistes d'une incompréhension de la dialectique matérialiste ? Certainement il y a de cela : toute l'histoire du trotskisme le prouve. Mais il y a plus : une volonté politique délibérée de nuire à la Chine socialiste et d'épargner les révisionnistes et le social-impérialisme soviétique. Car enfin, pourquoi porter tous ses coups contre la Chine et laisser tranquille le Parti révisionniste de Brejnev, qui est LE responsable de la criminelle théorie du passage pacifique ? Pourquoi se taire devant la grossière démagogie des révisionnistes sur la rupture diplomatique ? Tout simplement parce que les trotskistes se nourrissent de cette démagogie-là.

La véritable solidarité avec le peuple chilien ne peut se développer que si l'on tire les enseignements révolutionnaires des événements du Chili, si l'on critique à fond la théorie du « passage pacifique au socialisme » et ceux qui la colportent, en premier lieu le Parti révisionniste d'Union Soviétique. Au lieu de cela, nos trotskistes s'attaquent à la Chine et s'acharnent à plagier Brejnev et Marchais ! Krivine frissonne quand un ambassadeur socialiste exerce ses fonctions, fût-ce à Santiago. Mais il ne craint pas de se retrouver sur le même banc que Brejnev et Marchais. Il est vrai que lui et ses amis ont

appelé à voter pour ce « Programme commun » dont Brejnev a encore récemment vanté les mérites. « Compromis léniniste » s'écrieront nos trotskistes. Non ! En fait, *compromission honteuse* avec le révisionnisme, que l'on veut cacher en s'attaquant aux vrais compromis léninistes que constituent les relations d'Etat à Etat entre pays socialistes et non socialistes. Voilà ce que recouvrent les attaques haineuses contre la Chine et Mao Tsé-toung.

Décidément, à quelque endroit qu'on le gratte, le mince vernis trotskiste laisse apparaître le révisionnisme... M.-L.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

